

Cercle Europe Citoyennetés et Identités (CECI)

"Quelles éducation, formation et socialisation à l'Europe pour les citoyens européens? Une approche franco-allemande et intergénérationnelle"

Brest : CECI 2023, 79 S.



Quellenangabe/ Reference:

Cercle Europe Citoyennetés et Identités (CECI): "Quelles éducation, formation et socialisation à l'Europe pour les citoyens européens? Une approche franco-allemande et intergénérationnelle". Brest : CECI 2023, 79 S. - URN: urn:nbn:de:0111-pedocs-283944 - DOI: 10.25656/01:28394

<https://nbn-resolving.org/urn:nbn:de:0111-pedocs-283944>

<https://doi.org/10.25656/01:28394>

Nutzungsbedingungen

Gewährt wird ein nicht exklusives, nicht übertragbares, persönliches und beschränktes Recht auf Nutzung dieses Dokuments. Dieses Dokument ist ausschließlich für den persönlichen, nicht-kommerziellen Gebrauch bestimmt. Die Nutzung stellt keine Übertragung des Eigentumsrechts an diesem Dokument dar und gilt vorbehaltlich der folgenden Einschränkungen: Auf sämtlichen Kopien dieses Dokuments müssen alle Urheberrechtshinweise und sonstigen Hinweise auf gesetzlichen Schutz beibehalten werden. Sie dürfen dieses Dokument nicht in irgendeiner Weise abändern, noch dürfen Sie dieses Dokument für öffentliche oder kommerzielle Zwecke vervielfältigen, öffentlich ausstellen, aufführen, vertreiben oder anderweitig nutzen.

Mit der Verwendung dieses Dokuments erkennen Sie die Nutzungsbedingungen an.

Terms of use

We grant a non-exclusive, non-transferable, individual and limited right to using this document.

This document is solely intended for your personal, non-commercial use. Use of this document does not include any transfer of property rights and it is conditional to the following limitations: All of the copies of this documents must retain all copyright information and other information regarding legal protection. You are not allowed to alter this document in any way, to copy it for public or commercial purposes, to exhibit the document in public, to perform, distribute or otherwise use the document in public.

By using this particular document, you accept the above-stated conditions of use.

Kontakt / Contact:

peDOCS
DIPF | Leibniz-Institut für Bildungsforschung und Bildungsinformation
Informationszentrum (IZ) Bildung
E-Mail: pedocs@dipf.de
Internet: www.pedocs.de

Mitglied der


Leibniz-Gemeinschaft



ACTES DU COLLOQUE

**« Quelles éducation, formation et socialisation
à l'Europe pour les citoyens européens ?**

Une approche franco-allemande et intergénérationnelle. »

Organisé par le Cercle Europe Citoyennetés et Identités - CECI

Sous le patronage du Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères,
de la Commission européenne

en partenariat avec le Centre d'Information Europe Direct d'Hambourg
et l'IGP Edingen-Neckarhausen-Plouguerneau e.V.

avec le soutien du Fonds citoyen franco-allemand

3 décembre 2022

BREST-GUIPAVAS

Cercle Europe Citoyennetés et Identités

CECI



Colloque

Quelles éducation, formation et socialisation à l'Europe pour les citoyens européens ? Une approche franco-allemande et intergénérationnelle

organisé par le CECI

sous le patronage du Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères
sous le patronage de la Commission européenne
en partenariat avec le Centre d'Information Europe Direct d'Hambourg
et l'IGP Edingen-Neckarhausen-Plouguerneau e.V.
avec le soutien du Fonds citoyen franco-allemand

Samedi 3 décembre 2022

de 9 h 15 à 16 h

accueil à 9 h

Auditorium de l'Awena

51 avenue Georges Pompidou - 29490 Guipavas

Programme complet sur notre site : <https://cercle-cec.eu>

Inscription recommandée : contact@cercle-cec.eu

Entrée libre et gratuite



Remerciements

Le Cercle Europe Citoyennetés et Identités – CECI
remercie ses partenaires et contributeurs sans lesquels ce colloque n'aurait pu avoir lieu

Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères
Représentation en France de la Commission européenne
Représentation en Allemagne de la Commission européenne
Centre d'information Europe Direct d'Hambourg Info-Europa Hamburg
Fonds Citoyen Franco-Allemand Deutsch-Französischer Bürgerfonds
Office Franco-Allemand pour la Jeunesse Deutsch-Französisches Jugendwerk
IGP Edingen-Neckarhausen-Plouguernew e.V.
Fédération Française des Maisons de l'Europe
Association Européenne de l'Éducation - France
Association Européenne de l'Éducation – Allemagne
Réseau Team Europe Direct France
Réseau Team Europe Direct Allemagne
Université de Bretagne Occidentale
Association des Journalistes Européens section France
Citoyennes pour l'Europe
Mairie de Guipavas
Médiathèque Awena de Guipavas

Note méthodologique

Le CECI aurait pu se contenter d'une simple retranscription littérale des propos tenus par les différents intervenants lors des trois tables rondes.

Soucieux de donner une dimension de recherche, de compréhension et d'explication des enjeux travaillés dans une perspective en sciences humaines et sociales de la citoyenneté et du sentiment d'appartenance à l'Europe, il propose le parti pris d'une analyse plus complexe des points de vue sociologique et anthropologique.

Il s'agit d'une analyse détaillée et organisée des propos tenus en fonction des thèmes abordés et répondant à la problématique globale et à la question de départ « Quelles éducation, formation et socialisation à l'Europe pour les citoyens européens ? Une approche franco-allemande et intergénérationnelle. »

Ainsi le lecteur retrouvera l'essentiel des propos des différents intervenants non pas sous une forme chronologique systématique mais articulés par thématique.

Ce document est donc à la fois production et aboutissement du travail mené par le CECI à la suite de ce colloque organisé dans une dimension franco-allemande.

Cette synthèse est à la disposition de tous ceux qui souhaitent l'utiliser, avec la réserve des mentions de références.

« Quelles éducation, formation et socialisation à l'Europe pour les citoyens européens ? Une approche franco-allemande et intergénérationnelle. »

Programme et intervenants

Animation de la journée

Véronique Auger journaliste, Présidente de l'AJE et de Citoyennes pour l'Europe

9 h *Accueil*

9 h 15 *Ouverture et interventions*

Fabrice Jacob Maire de Guipavas
Emmanuel Morucci Président du CECI, conférencier TeamEuropeDirect
Valérie Drezet-Humez Cheffe de la Représentation en France de la Commission Européenne (intervention filmée)

9 h 45 *Table ronde 1 – Éducation et socialisation*

L'école et la formation initiale participent-elles de la construction de la citoyenneté européenne et du sentiment d'appartenance ?

Christian Saint-Lézer Président de l'AEDE-France, expert référent pour l'Agence Erasmus France, membre IESF (Inspecteur Éducation Sans Frontière)
Alfons Scholten Enseignant, ancien Président de l'EBB-AEDE Allemagne, expert Erasmus+ pour le Comité européen des régions
Florian Staudt Chargé de projet « Éducation à la citoyenneté » à l' OFAJ-DFJW, conférencier TeamEuropeDirect (en visio)
Marie-Laure Croguennec Enseignante en école primaire, secrétaire générale du CECI

11 h 15 *Table ronde 2 – Formation complémentaire*

Ses apports au travers des médias, Maisons de l'Europe, jumelages et associations contribuent-ils à la socialisation à l'Europe ?

Frédéric Bourquin Président de la FFME (Fédération Française des Maisons de l'Europe) (en visio)
Benjamin Kurc Responsable du Fonds citoyen franco-allemand (en visio)
Erwin Hund Référent régional du Fonds citoyen pour Bretagne, Bade-Wurtemberg et Bavière, président d'honneur de l'IGP Partnerschaft, membre du bureau de l'IGP e.V., directeur du Point info de l'OFAJ Rhin-Neckar
Pascal Verdeau Journaliste correspondant de France Télévisions à Bruxelles
Jean-Jacques Morvan Président du comité de jumelage de Guipavas – Barsbüttel

13 h *Pause déjeuner*

14 h 30 *Table ronde 3 – Rôles des Institutions, des collectivités locales, des Centres d'information.*

Lisa Crinon Directrice du Centre Information Europe Direct de Hambourg (en visio)
François-Xavier Roux-Demare Vice-président chargé de l'Université européenne et de la vie étudiante (UBO)
Jean-Charles Larssonneur Député du Finistère

16 h *Conclusion*

Sommaire

Remerciements.....	3
Note méthodologique.....	4
Introduction par Monsieur Emmanuel Morucci,.....	9
Intervention de Madame Valérie Drézet-Humez,.....	13
Table ronde n° 1.....	15
A - CONSTATS.....	15
A1 L'éducation à la citoyenneté européenne répond à une construction qui s'acquiert tout au long des âges de la vie.....	15
A2 Les réussites fonctionnent au travers de situations réelles et authentiques, et rendent les élèves fiers de leurs appropriations.....	16
A3 L'enseignement est en évolution en raison des mutations de la société.....	17
A4 Situation comparative des deux pays : Allemagne et France.....	19
A5 Europe et Identité(s).....	22
B - OBJECTIFS PROPOSÉS PAR LES INTERVENANTS.....	23
B1 Gouvernances.....	23
B2 Citoyens.....	23
C - MOYENS.....	24
C1 Programmes scolaires explicites, clairs, affirmés, engagés et audacieux, fondés sur les valeurs de démocratie et de paix du projet européen des fondateurs (déclaration de Robert Schuman du 9 mai 1950). Ouverture de l'école à l'Europe.....	24
C2 Pédagogie de projet, interdisciplinaire : enseignement transversal, l'éducation à l'Europe n'étant pas une matière parmi d'autres, inclure cette éducation dans toutes les disciplines par des situations concrètes et des rencontres au quotidien. Donner du sens aux pratiques et aux enseignements au travers de situations authentiques.....	24
C3 Publics concernés : tous les élèves dès le plus jeune âge.....	24
C4 Formation des enseignants : faire de chaque enseignant un enseignant européen dont la formation initiale doit inclure un stage dans un pays européen.....	25
C5 Réinventer le métier : élever le niveau de performance des élèves et développer la qualité générale de l'enseignement, introduire d'autres méthodes d'enseignement répondant aux nouvelles	

réalités (numériques, hétérogénéité des classes, etc).....	25
C6 Projets interculturels : favoriser échanges et rencontres entre jeunes et entre enseignants, élèves, pour les faire réfléchir ensemble (défis à résoudre).....	26
C7 Accompagnement des enseignants : initiatives et incitations de la part de l'encadrement et des institutions, faire connaître et accompagner les programmes Erasmus+ (mobilités), aider les enseignants dans la construction interculturelle des échanges.....	27
C8 Langues : améliorer l'enseignement (France) et connecter fortement les deux pôles langues et cultures.....	27
Table ronde n° 2.....	28
A - CONSTATS.....	28
A1 Les structures associatives peinent à se renouveler.....	28
A2 Où sont les jeunes ?.....	30
A3 Des citoyens prêts à se mobiliser.....	31
A4 L'Europe progresse dans les crises.....	34
A5 Information européenne : des diversités et des évolutions.....	35
A6 L'Europe souffre d'un déficit d'incarnation et de rites.....	38
A7 Des enjeux démocratiques à la clé.....	39
B - OBJECTIFS.....	42
B1 Élargir les publics visés et en particulier toucher les jeunes Mobiliser la jeunesse.....	42
B2 Renouveler les structures associatives, réinventer les modes de fonctionnement Changer et adapter les formats aux réalités d'aujourd'hui.....	42
B3 Construire une Europe concrète par et pour les citoyens Faire évoluer l'implication des citoyens dans la construction de l'UE.....	42
B4 Développer la démocratie : participation des jeunes aux élections (européennes).....	42
C - MOYENS.....	42
C1 Jeunesse.....	42
C2 Rites et cultures.....	42
C3 L'Europe du concret.....	43
Table ronde n° 3.....	44
A - CONSTATS.....	44
A1 Manque de visibilité du rôle de l'Europe au quotidien.....	44

A2	Besoin des citoyens d'être écoutés et entendus.....	47
A3	Nécessité d'adapter les nouveaux moyens de communication.....	48
A4	Décalage entre les perceptions et les réalisations.....	49
A5	Rôle efficace de l'UE.....	49
A6	Fragilités.....	50
B	OBJECTIFS.....	51
B1	Développer des partenariats stratégiques : "à plusieurs on est plus forts. ".....	51
B2	Développer une stratégie commune de formation et de recherche au niveau universitaire.....	51
B3	Créer et développer un espace européen de la recherche.....	51
B4	Réfléchir à l'évolution : grouper les forces, faire valoir le rayonnement à l'échelle européenne. .	51
B5	Développer la mobilité.....	52
B6	Faire voir et montrer la présence et l'influence de l'Europe dans le quotidien.....	52
B7	Concilier les différentes approches.....	52
B8	Favoriser le travail de terrain.....	52
B9	Concilier les échanges et déplacements tout en respectant la prise en compte des enjeux climatiques.....	53
B10	Volonté de développer les formations en langue étrangère.....	53
C	MOYENS.....	54
C1	Cadre universitaire.....	54
C2	Renforcer la subsidiarité.....	55
C3	Légiférer.....	55
C4	Innover.....	56
	Clôture du colloque.....	58
	Annexes.....	60
	Articles de presse.....	60
	Questionnaire proposé par le CECI, via son site internet.....	63
	Photos.....	75

Introduction par Monsieur Emmanuel Morucci, Président du CECI et conférencier pour la Commission européenne

Mesdames, Messieurs, chers amis,

Merci monsieur le Maire pour votre accueil et la mise à disposition de cet auditorium très confortable.

Aux remerciements que j'adresse à Monsieur le Maire Fabrice Jacob et à ses équipes je voudrais avec un peu d'humour si vous le voulez bien faire un « spécial thanks » à la SNCF. S'il y a eu une surprise, elle l'a été très forte pour nous. Non pas pour nous qui ne devons pas voyager mais pour ceux que nous attendions. Certains ont réussi, certains sont arrivés plus tôt ; d'autres ont jonglé avec des TER pour passer d'une région à une autre. À cause de cette grève, nous avons été à deux doigts d'annuler notre colloque. Cela veut dire aussi que quelques-uns de nos invités et intervenants ne sont pas présents ce matin. Nous aurons toutefois la possibilité de les avoir en visioconférence. Je pense à nos amis Benjamin Kurc, responsable du Fonds citoyen Franco-allemand, je pense à Madame Valérie Drezet-Humez qui est la cheffe de la Représentation en France de la Commission européenne. Elle sera parmi nous car elle a pris le temps et elle a pris soin d'enregistrer un message. Il est important pour nous d'avoir ce soutien de « l'ambassadrice de l'Union européenne » en France qui nous accorde le patronage de la Commission européenne, l'institution commune. Tout comme nous avons et je l'en remercie le patronage de Madame Laurence Boone qui est notre secrétaire d'État auprès de la Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, en charge des Affaires européennes.

Je voudrais également remercier Florian Staudt chargé de projets citoyenneté européenne et éducation à l'OFAJ, et conférencier pour la Commission européenne. Il devait nous venir d'Allemagne. Pour lui cela n'aura pas été possible. De la même manière, Frédéric Bourquin, président de la Fédération Française des Maisons de l'Europe n'a pas pu voyager. Ils seront tous deux en visioconférence, tout comme Mara Grimminger conférencière Team Europe en Allemagne. Lisa Crinon du Centre Europe Direct d'Hambourg n'est pas là non plus. Ce qui veut dire que nos amis allemands sont particulièrement touchés par cette grève en France.

Nous accueillerons cet après-midi François-Xavier Roux-Demare professeur de droit à l'UBO, tout juste de retour d'une conférence en Égypte.

Merci à Pascal Verdeau, présent parmi nous. Vous le connaissez, vous le voyez pratiquement tous les jours sur les antennes de France Télévisions. Il est correspondant de France Télévisions à Bruxelles et décortique pour nous les décisions, les directives qui sont pour le grand public parfois un peu obscures.

Nous aurons le plaisir de recevoir Monsieur Jean-Charles Larsonneur, député du Finistère à la Table ronde de cet après-midi ; Madame Graziella Melchior également députée du Finistère, nous fait le plaisir de sa présence à notre colloque.

Je voudrais remercier tout particulièrement Véronique Auger, que vous connaissez aussi, forcément. Véronique animait des émissions de télévision sur l'Europe. Elle en était d'ailleurs la fondatrice, en tout cas la promotrice de cette information européenne due aux citoyens que nous sommes. Elle le fait avec cette grande capacité d'expliquer et surtout de donner la parole à nos représentants de la Commission, du Parlement, du Conseil européen et d'autres institutions.

Véronique est là aujourd'hui pour animer nos débats. Merci infiniment de ta présence car je sais combien arriver à Brest n'a pas été simple. Mais tu es là. Véronique est présidente de l'Association des journalistes européens. C'est une organisation importante qui prend sa part de responsabilités dans cette nécessaire diffusion de l'information européenne. Véronique est aussi présidente de Citoyennes pour l'Europe. Voyez que vous êtes ici entre des mains impliquées dans des projets européens.

Merci également à Erwin Hund qui lui est bien arrivé d'Allemagne. Il a réussi à prendre les trains qui convenaient. Erwin est bien connu dans notre région car il collabore beaucoup avec le comité de jumelage de Plouguerneau Edinghen-Neckarhausen dont il est un membre très actif. Il sait de quoi il parle en termes de citoyenneté européenne et de relations franco-allemandes. Il est un représentant très actif de l'OFAJ et surtout, heureusement pour nous, il représente la Bretagne et la Bavière au Fonds citoyen franco-allemand.

Il faut le savoir, le FCFA est l'organisation qui soutient ce colloque, y compris financièrement. Ceci est important car il faut savoir que les associations comme les nôtres ne sont pas ou peu subventionnées.

Merci à Christian Saint-Lézer, président de l'Association européenne de l'éducation (AEDE), qui nous fait le grand plaisir d'être des nôtres. Il est aussi expert auprès de l'Agence Erasmus pour la France. Erasmus est ce fameux programme qui fonctionne fort bien et qui nous a permis de célébrer il y a quelques mois le millionième bébé européen. Les couples fonctionnent, le peuple européen est en marche. Et puis Christian est aussi un inspecteur de l'éducation nationale. Ses analyses sont très attendues.

Si je parle de Christian, je suis obligé de parler d'Alfons Scholten qui est enseignant et qui est l'ancien président de l'AEDE en Allemagne. Il nous fait le plaisir de sa présence et lui aussi a trouvé les moyens de rejoindre notre Pen ar Bed, la tête du monde en breton. Pas le bout du monde mais la tête.

Merci à mes collègues, Marie-Laure Croguennec, secrétaire générale du CECI qui va intervenir dans une des tables rondes et qui a réalisé il y a peu de temps un master en sociologie sur la citoyenneté européenne, comparatif sur les écoles publiques et privées en Bretagne. C'est un travail remarquable et remarqué.

Merci à Philippe Rioual notre vice-président et aujourd'hui notre technicien qui s'affaire derrière nous et qui fait tout ce qu'il peut pour cacher son visage à l'écran. C'est lui qui va gérer les visioconférences avec nos amis au cours des tables rondes tout au long de ce colloque.

Voilà pour les remerciements. Il y avait pas mal de gens à remercier. Beaucoup de personnes se sont impliquées dans ce colloque.

Le CECI est ce que l'on appelle aujourd'hui un think tank, un observatoire sur la citoyenneté européenne, c'est un laboratoire d'idées. C'est un lieu où l'on s'interroge sur les modalités de mise en œuvre de la citoyenneté européenne mais aussi des stratégies d'europeanisation, à la fois chez les individus et au sein des organisations. C'est aujourd'hui un enjeu stratégique pour nombre d'entreprises, de collectivités, d'écoles ou d'associations. Ces stratégies ne se montent pas de la même manière en fonction des territoires. Ce que le CECI souhaite est aussi de prendre en compte par une analyse les identités multiples qui nous caractérisent. Nous sommes tous porteurs de ces identités et le colloque d'aujourd'hui est un de ces temps de recherche. Un temps de recherche et de réflexion que nous allons situer dans la poursuite et la fin de la Conférence sur l'avenir de l'Europe et dans la perspective d'un anniversaire important au mois de janvier, je veux parler du

Traité de l'Élysée qui scelle les relations entre la France et l'Allemagne, aussi dénommée amitié franco-allemande. Cet anniversaire a vocation à consolider ce que l'on appelle en France le couple franco-allemand.

Au CECI nous admettons que nous partageons des valeurs communes, qu'il existe une culture commune comme nous disposons d'une identité commune européenne.

Vous l'avez compris, l'axe central du CECI est de travailler autour de l'émergence, la création d'un sentiment d'appartenance à l'Union européenne, tout en pointant ses évolutions, ses freins, ses contradictions. J'ai aussi envie d'évoquer aujourd'hui le sentiment de confiance en l'UE et je vous dirai pourquoi tout à l'heure. Son existence passe par l'éducation, l'information des jeunes bien sûr et une table ronde abordera cette question mais aussi des adultes. C'est tout un travail à la fois d'information et de socialisation. Nous soutenons en même temps le fait que les particularismes existent et il ne s'agit en aucun cas d'uniformiser, bien au contraire. On le sait en France comme en Allemagne. Nous devons garder nos cultures, nos ancrages et nous devons reconnaître que nous avons tous les ingrédients qui fondent une culture commune européenne. Une culture européenne qui en son cœur porte des valeurs communes. La paix en est une, cette première valeur aujourd'hui bousculée à nos frontières.

Je voudrais parler de la démocratie car c'est un bien commun, un vrai bien commun central dans notre culture européenne.

Le contexte, vous le connaissez, je ne vais pas m'y étendre de trop : le COVID, la guerre en Ukraine. L'UE on l'a remarqué a pris des initiatives. Elle apparaît ou essaie d'apparaître dans le costume d'une puissance. En tout cas d'une puissance régionale. Ce qu'elle fait porte ses fruits. Nous n'étions pas très habitués à voir des initiatives aussi fortes et formelles. Ce que nous voyons en matière de défense, par exemple, de sécurité aux frontières, d'environnement, de réchauffement climatique et des politiques communes. Je voudrais citer simplement le Green Deal, tout ce qui touche à l'éducation et à la formation et notamment en ce qui concerne les accès au numérique et l'intelligence artificielle. Cela fait partie de notre vie de citoyen et c'est autour de ces éléments que l'Europe va se construire. L'Europe n'est pas que l'économie, que le commerce, domaine spécifique de l'UE, la monnaie est un outil particulièrement puissant mais aussi plus prosaïquement un symbole de notre citoyenneté et de notre appartenance à l'UE.

On nous parle de divergence dans le couple franco-allemand. Reconnaissons et admettons que de temps en temps dans un couple il faut que cela frotte un peu. C'est ainsi que l'on peut se retrouver. C'est aller à l'apaisement d'abord et au projet commun ensuite, même si les thématiques sont complexes.

Pour tenter d'éclairer le propos je citerai Edgard Morin qui écrit : « *Aide-toi, la complexité t'aidera.* » Il convient de ne pas se contenter de ce qui semble être une évidence.

La question de l'énergie, par exemple, pose de vraies questions fondamentales, celle de la défense aussi. Mais rien, rien, sur le projet européen en lui même n'est remis en question. Cette paix entre pays est due à cette capacité qu'ont France et Allemagne, Allemagne et France depuis 70 ans à se tendre la main. Nos deux pays ont tenté de construire ensemble quelque chose qui perdure toujours.

Voilà, l'Europe a 70 ans d'âge et je dis souvent qu'il en faudra au moins autant pour la parachever. Faisons en sorte, par la citoyenneté, par l'éducation, par la socialisation, ce que disait Edgar Morin dans son ouvrage bien

connu, « Penser l'Europe » : « Chaque nation se croit exceptionnelle ». Alors oui, chaque nation est exceptionnelle mais faisons en sorte que cette exception ne se transforme pas en égoïsme.

J'approche de la fin de mon propos. Le colloque fait suite à un questionnaire qui a été publié sur le site et qui nous a permis d'avoir des données. Je vais juste vous donner quelques éléments sans m'acharner sur des chiffres et des pourcentages. Vous trouverez quelques éléments dans votre dossier. Lorsque l'on pose la question « Vous sentez-vous citoyen européen ? », eh bien, ce ne sont pas les jeunes qui se déclarent mais plutôt les plus de 60 ans (34%), les 18-25 ans se prononcent eux à 14%. Sans surprise et cela corrobore les autres enquêtes réalisées, et notamment celles lancées par Eurostat, ce sont les diplômés de l'enseignement supérieur qui se sentent les plus européens, ceux qui se sentent appartenir à la dimension territoriale qu'est l'UE.

Nous notons que le public interrogé a beaucoup de mal à qualifier l'Union européenne. Agrégat d'États nations ? Construction d'ensemble ? Arrivent péniblement en tête devant l'idée de fédération, de puissance mondiale ou encore de club économique.

D'ailleurs en données cumulées, les interrogés, considèrent que le vocabulaire de l'Union européenne est particulièrement compliqué. Peu le comprennent. Seulement 1% des 18-25 ans disent saisir ce que le discours européen veut dire.

Voilà, ce sera l'enjeu de ces trois tables rondes. Je vous les souhaite riches et agréables.

Intervention de Madame Valérie Drézet-Humez, **Cheffe de la Représentation de la Commission européenne en France**

Je suis très heureuse de m'adresser aujourd'hui à vous sur ce thème des ingrédients nécessaires pour créer et entretenir la citoyenneté européenne en chacun de nous, et particulièrement en cette fin d'année européenne de la jeunesse dont l'objectif était de mettre en lumière l'importance de la jeunesse européenne pour construire un avenir meilleur, plus écologique, plus inclusif, et plus numérique.

Mais sans éducation, sans information fiable et plus généralement sans exposition à l'Europe, comment assurer que la jeunesse envisage son avenir avec et pour l'Europe ? Comment assurer que nous comprenions le monde dans lequel nous vivons, la place de l'Europe, et ainsi nous déterminer en citoyens libres ?

La dernière édition de l'Eurobaromètre de l'été 2022 montre que près des 3/4 des Européens se sentent citoyens de l'Union européenne. C'est le cas pour 60 % des Français, une légère augmentation de 4 % depuis janvier 2022. En parallèle néanmoins, l'Eurobaromètre de l'hiver 2020-2021 montre que 73 % des Français s'estimaient pas informés ou pas bien informés sur les questions européennes, et surtout ils étaient les bons derniers des 27. Et dans un Eurobaromètre de mai 2022, là encore la France est bonne dernière. À la question "Avez- vous entendu parler de l'Union européenne dans les médias ?" 34 % répondaient "non".

Près d'un quart des Européens estiment que les valeurs, la culture, et l'économie sont les domaines qui suscitent le plus un sentiment de communauté entre les citoyens de l'Union européenne. Il faut continuer à expliquer aux citoyens ce qui nous unit, à la fois nos valeurs fondamentales, la démocratie, l'État de droit, la liberté, l'égalité des droits, et notre modèle d'économie sociale de marché, et notre ambition environnementale, numérique et en matière de recherche.

Développer ce sentiment d'appartenance autour de tout ce qui nous unit me semble vital. Il cimenter l'attachement et surtout l'inscrit dans la durée. Il ne s'agit pas d'une approbation automatique ni silencieuse, mais le vecteur d'une volonté d'être partie prenante pour façonner le paysage politique et social.

Ce sentiment d'appartenance à l'Union européenne doit se cultiver tous les jours, et tout au long de la vie. Pour cela, il y a plusieurs canaux - l'éducation, la formation, l'information - et plusieurs intervenants qui sont absolument clés : les autorités politiques, les médias, les éducateurs, les élus. Tous ont un rôle à jouer, la Commission européenne aussi.

D'abord sur l'éducation il faut être sûr que tous les élèves entendent parler d'Europe le plus tôt possible à l'école, pas seulement sur le fonctionnement institutionnel de l'Union européenne. Il faut les aider à voir, à toucher l'Europe, dans ses actions, pour eux, leurs familles, par des exemples adaptés aux différents âges. L'Union européenne a mis en place un certain nombre d'initiatives dans le cadre de l'espace européen d'éducation, du plan d'action en matière d'éducation numérique et de la stratégie en matière de compétences pour l'Europe.

L'action Jean Monnet par exemple, Learning EU Initiative, dans le cadre du programme Erasmus+ offre des possibilités de financement aux écoles et aux institutions d'enseignement et de formation professionnelle, ainsi qu'à l'enseignement supérieur, afin de stimuler la connaissance de l'Union européenne.

L'Union européenne dans mon école est aussi une campagne qui vise à rendre l'action locale et l'impact de la politique européenne de développement régional beaucoup plus visibles pour les élèves de 3 à 19 ans et leurs familles, en leur montrant par exemple des visites de projets européens, la production de contenus créatifs à propos de l'expérience et surtout ce partage d'expériences à travers un concours ou une fête scolaire thématique par exemple.

Et bien sûr *le Learning corner* cible les 5 à 18 ans, leurs parents et leurs enseignants à travers une plateforme qui propose de nombreux matériels pédagogiques qui expliquent les actions de l'Union européenne dans les 24 langues officielles sur des sujets comme l'environnement, la désinformation, mais aussi l'histoire européenne.

Dans la formation, il faut donner des perspectives européennes aux métiers et aux formations professionnelles. Par exemple une personne qui se forme à l'informatique devrait entendre parler de l'approche européenne sur les données au cours de sa formation.

L'Union européenne œuvre dans ce sens grâce à plusieurs initiatives. Je mentionnerai juste à l'aube de l'année européenne des compétences pour 2023 qui va promouvoir des compétences communes dans le milieu éducatif et professionnel basées sur des valeurs fondamentales de l'Union européenne comme l'inclusion.

Difficile aussi de ne pas mentionner les vecteurs d'exposition à l'Europe et de socialisation que sont Erasmus+ et le Corps européen de solidarité. Grâce à Erasmus+ la facilité pour la reprise et la résilience, et les fonds de cohésion européens, on estime que les dépenses totales de l'Union européenne en matière d'éducation et de compétences entre 2021 et 2027 vont tripler par rapport à la période 2014-2020.

Enfin, il faut que l'Europe occupe la part qui lui revient comme élément de réalité politique et sociétale dans les médias. Cela commence par une bonne information des journalistes à l'Europe et qu'ils jouent pleinement leur rôle pédagogique et critique d'information des citoyens. Ils sont un maillon indispensable du fonctionnement de nos démocraties européennes, en particulier face à la désinformation et aux canaux biaisés.

Les autorités nationales et les politiques ont aussi leur rôle à jouer pour donner de la visibilité à l'action de l'Europe que ce soit pour mettre en avant les financements européens pour des projets sur le terrain, ou pour expliquer les ambitions politiques négociées au niveau européen.

Les Représentations de la Commission européenne dans les différents États membres jouent un rôle particulier dans la socialisation européenne des citoyens. Nos équipes s'engagent auprès des citoyens pour les sensibiliser et rendre visible l'action de l'Union européenne sur le terrain, auprès des jeunes pour recueillir leurs idées, pour mieux parler d'Europe aux jeunes, pour faire de la pédagogie, et lutter contre la désinformation sur les réseaux sociaux, et par nos fiches Décodeurs de l'Europe qui démêlent le vrai du faux sur les politiques européennes.

Pour conclure, le retour de la guerre sur le continent européen nous rappelle l'importance de la paix au cœur du projet européen, et que sans éducation, sans information fiable et libre, nous ne pouvons être citoyens en général, et citoyens européens en particulier.

Sans citoyenneté de droit et de cœur, pas de démocratie, ni de liberté. Je souhaite que vos travaux soient fructueux pour répondre à cet enjeu majeur.

Table ronde n° 1

« Éducation et socialisation : l'école et la formation initiale participent-elles de la construction de la citoyenneté européenne et du sentiment d'appartenance ? »

Animation

Véronique Auger

journaliste, Présidente de l'AJE et de Citoyennes pour l'Europe

Intervenants

Christian Saint-Lézer

Président de l'AEDE-France, expert référent pour l'Agence Erasmus France, membre IESF (Inspecteur Éducation Sans Frontière)

Alfons Scholten

Enseignant, ancien Président de l'EBB-AEDE Allemagne, expert Erasmus+ pour le Comité européen des régions

Florian Staudt

Chargé de projet « Éducation à la citoyenneté » à l'OFAJ-DFJW, conférencier TeamEuropeDirect

Marie-Laure Croguennec

Enseignante en école primaire, secrétaire générale du CECI

Participants du public ayant souhaité prendre la parole

Michelle Mergalet Docteur en langues et civilisations étrangères

Christine Guignard Secrétaire du Comité de jumelage de Plouguerneau

Marie Christine Rioual Enseignante retraitée, ancienne directrice d'école

A - CONSTATS

A1 L'éducation à la citoyenneté européenne répond à une construction qui s'acquiert tout au long des âges de la vie.

Les enfants ne naissent pas européens et il incombe aux enseignants de participer à cette éducation.

Véronique Auger citant Catherine Lalumière : « De la même façon qu'au XIXe siècle les enfants ne naissaient pas républicains en France et que ce sont les hussards de la république, c'est-à-dire les enseignants qui les ont transformés en républicains, aujourd'hui les enfants en France ne naissent pas européens, et ça doit être

les enseignants qui doivent les transformer en Européens. Cette éducation concerne tous les élèves quel que soit leur âge. »

Marie-Laure Croguennec : « Cela correspond, comme ça a pu être dit également par la Cheffe de la représentation de la Commission européenne, à une construction qui va s'accompagner tout au long des âges de la vie et a fortiori des âges scolaires et en commençant dès le plus jeune âge. Les élèves sont parties prenantes, quand il s'agit de donner du sens, d'apprendre pour de vrai en situation authentique, et je pense qu'ils ne sont pas trop jeunes, il suffit de trouver des situations adaptées. »

« Je pense qu'on prend le problème par le mauvais bout, d'abord parce que encore une fois ça commence dès le plus jeune âge. »

A2 Les réussites fonctionnent au travers de situations réelles et authentiques, et rendent les élèves fiers de leurs appropriations.

Adhésion des jeunes aux projets d'échanges et de découvertes qu'ils vivent de manière enthousiasmante et fascinante.

Marie-Laure Croguennec : « un vrai bonheur, c'est utile et si vous voyiez la fierté des élèves quand ils produisent ça, quelque chose pour de vrai, comme le drapeau parce que quand même c'est quelque chose que l'on voit. Ça permet de faire plein de choses de manière active, c'est innovant, enfin moi j'ai du goût alors je pense que j'arrive un peu plus facilement aussi à le transmettre, mais je dirais que c'est saisir les opportunités et puis on se rend compte que l'Europe c'est à la fois loin mais c'est proche, et les enfants peuvent s'approprier progressivement toute cette dimension. »

Alfons Scholten : « Pour moi personnellement c'est les projets eTwinning, c'est-à-dire numériques qui sont très enthousiasmants pour mes enfants, j'enseigne dans un gymnasium c'est-à-dire des enfants de 10 à 18 ans et partout dans toutes les classes c'est toujours très important pour eux d'avoir des contacts dans un projet qui est un peu pareil comme celui que Marie-Laure a expliqué, c'est autour de Noël, nous sommes en contact avec des écoles en Pologne, c'est fascinant pour les enfants de découvrir comment eux ils fêtent Noël, est-ce que c'est la même chose qu'en Allemagne, que chez nous et de leur dire comment nous on fête ça, et c'est la même chose pour les plus âgés qui sont en contact avec d'autres écoles ; j'ai un projet avec la Pologne, la France, la Slovaquie et ça c'est sur la paix parce qu'il y a cette année 375 ans de la paix de Westphalie, et un institut de paix qui a prononcé un concours quelle est la meilleure idée pour la paix, comment on peut faire la paix aujourd'hui, dans le monde et je travaille avec mes enfants et avec les classes dans les autres pays là-dessus et ça me paraît un des moyens pour ouvrir l'école à l'Europe. »

Marie Christine Rioual : « Il ne faut pas être côte à côte mais essayer de partager des projets c'est ça qui est formidable. »

Paroles des élèves : les élèves, même les plus jeunes, sont capables de sens et d'accéder à des analyses justes.

Marie-Laure Croguennec : « Il me revient un moment très fort que j'avais vécu au travers d'une parole d'élève, donc élève de CM2, nous étions en train de travailler sur une leçon sur la Première Guerre mondiale et l'élève, Kylian en l'occurrence, ne comprenait pas quels pays étaient contre les autres, ça ne faisait pas sens et je l'entends encore me dire mais Marie-Laure je ne comprends pas pourquoi ces pays étaient en guerre alors qu'on est en Europe, et puis il a prolongé sa question en disant "ah ! mais oui à ce moment-là c'était l'Europe, c'était pas l'Union européenne", donc les mots sont porteurs de sens et je pense qu'il ne faut pas non plus

nous enseignants ou adultes hésiter à employer les bons mots, parce que ça veut dire quelque chose, et quand à 10 ans on est capable d'accéder à cette conscience-là, il y a déjà une bonne partie du chemin de fait, en tous cas ça ouvre, et puis il y a aussi la parole des élèves, et quand on le fait ça marche, il faut être audacieux, il faut oser, il faut tenter, il faut faire. »

Mobilité : C'est un état d'esprit qui se vit avant tout dans la tête.

Marie-Laure Croguennec : « La mobilité à mon sens elle existe avant tout dans la tête, si on commence à se dire que c'est compliqué de faire l'Europe car il faudrait des déplacements, de faire déplacer des élèves ça va coûter cher etc je pense qu'on prend le problème par le mauvais bout, d'abord parce que encore une fois ça commence dès le plus jeune âge, ça doit commencer dans le premier degré, ça doit commencer en maternelle, et on ne va pas amener les élèves de maternelle en Bavière ou ailleurs pendant 10 jours, on pourrait mais bon, on sait très bien que ce n'est pas l'objectif, mais on peut et on doit commencer, mais pour ça, c'est dans la tête en plus aujourd'hui avec les outils numériques on peut faire plein de choses, mais même autrement il n'y a pas que les courriers numériques, il y a le courrier postal ça fonctionne très bien aussi et puis c'est bien de passer aussi par des choses concrètes, des choses qu'on touche ; je rebondis encore sur l'histoire du sapin européen, je vous assure quand les élèves découvrent les paquets, quand les colis arrivent et qu'ils ouvrent, on sait tous ce que c'est que d'ouvrir un cadeau, l'aspect surprise et autre c'est sensationnel, alors ne nous privons pas de ça, il y a ça mais il y a plein d'autres moments, on pourrait le faire à Pâques, il y a plein d'autres choses encore à faire mais là encore une fois la mobilité c'est dans la tête. »

A3 L'enseignement est en évolution en raison des mutations de la société

Migrations et hétérogénéité des classes impliquent la prise en compte d'une nouvelle diversité des élèves.

Christian Saint-Lézer : « Par ses extensions successives, l'Union européenne a intégré des modèles culturels nouveaux, des schémas sociaux différents, des attentes de plus en plus diversifiées, ce qui fait que le citoyen européen tel qu'il a été pensé lors de la fondation de l'Union européenne il n'a plus rien à voir avec le citoyen européen d'aujourd'hui, ils sont fondamentalement différents, et l'enseignant européen des années 50-60 il n'existe plus aujourd'hui parce que l'enseignant du XXI^e siècle il n'a plus rien à voir avec l'enseignant d'il y a 50 ans. Enseigner à l'ère du numérique est un autre métier. »

« D'autre part, l'hétérogénéité des classes n'a jamais été aussi forte que maintenant. La diversification de la population scolaire, les arrivées régulières de populations extérieures au contexte local, j'emploie un euphémisme mais c'est-à-dire le nombre de migrants que nous avons par exemple, alors même si j'ai fait le constat hier tant à l'école Notre Dame qu'au collège St Charles qu'il y avait peu d'élèves de ces catégories-là, nous étions il y a un mois avec des collègues de l'AEDE, Alain Fleury qui est ici présent, sur un stage à Strasbourg pour des enseignants italiens de Bologne, et le premier constat qui est apparu c'est que ces enseignants étaient frappés, interrogés au plus profond d'eux-mêmes par le nombre d'élèves arrivant d'Érythrée, de Somalie, de Syrie, du Pakistan dans leurs classes et que ceci bouleversait radicalement leur manière d'enseigner, ils nous disaient on ne peut plus enseigner comme on enseignait il y a 10 ans, c'est fini, il faut prendre en compte cette nouvelle diversité des élèves. »

Alfons Scholten : « Il y a dans nos écoles, dans nos classes, c'est normal d'avoir des jeunes de 5, 6, 8 pays minimum d'Europe mais on a aussi depuis 2015 des réfugiés surtout du Proche-Orient et maintenant

d'Ukraine. Tout ça devrait changer notre manière d'éduquer mais là on est tout au début, on cherche, et je crois la plupart des professeurs ne savent pas. »

C'est à partir de la complexité que se construisent les compétences.

Christian Saint-Lézer : « C'est une difficulté mais c'est en même temps un atout parce que cette confrontation à l'international, cette prise en compte de l'hétérogénéité multiple, c'est un atout pour les élèves, pour leur futur. Pourquoi c'est un atout ? Parce que c'est dans la complexité qu'on va construire les compétences. »

« C'est une difficulté pour l'enseignant parce que enseigner c'était préparer sur le cursus, c'était préparer des élèves à une vie professionnelle future, c'est-à-dire c'était leur fournir les codes pour qu'ils puissent se réaliser dans une profession. Maintenant c'est tout à fait autre chose. »

Alfons Scholten : « d'un autre côté pour moi aussi c'est un atout parce qu'ils ont d'autres compétences, ils ont d'autres intérêts, de pouvoir changer c'est aussi une possibilité d'introduire d'autres méthodes d'enseignement qui sont probablement plus ouvertes à différentes cultures. »

Écart entre ce qui doit être dispensé et ce qui est appris.

Christian Saint-Lézer : « Il convient de rendre vraiment effectifs ces contenus d'enseignements. À l'école en général il y a ce qui doit être enseigné, qui figure dans les programmes, ce qui est enseigné, c'est-à-dire ce que les enseignants choisissent de mettre à l'ordre du jour, et ce qui est appris par les élèves. Et quelquefois, l'écart est abyssal entre ce qui doit être enseigné et ce qui est appris, et ça ça passe probablement par des initiatives, des incitations de la part de l'encadrement, de l'institution pour qu'il y ait une vraie prise en compte de cette dimension européenne qui figure in extenso dans les programmes. »

Mutation de la société depuis le covid.

Alfons Scholten : « On rêve un peu du retour de l'avant-covid par exemple, mais pour moi personnellement ça va pas revenir ; le monde a changé, les jeunes il y a plein d'études qui nous disent que les jeunes sont tellement traumatisés par le covid que ça ne va pas changer d'un jour à l'autre sur les habitudes d'avant-covid ; d'un autre côté pour moi aussi c'est un atout parce qu'ils ont d'autres compétences, ils ont d'autres intérêts, de pouvoir changer c'est aussi une possibilité d'introduire d'autres méthodes d'enseignement qui sont probablement plus ouvertes à différentes cultures. »

Éduquer à l'Europe est un fait politique qui renvoie aux propres convictions de l'enseignant qui selon les situations peut se sentir isolé, voire peu soutenu, pour exercer cet enseignement.

Marie-Laure Croguennec : « Éduquer à l'Europe, c'est un fait politique, ça convoque, ça ramène à sa propre conviction, son propre regard par rapport à l'Europe, oui, moi c'est dans le cadre de l'étude universitaire que j'ai faite j'ai rencontré des enseignants qui me disaient "oh ben non, moi je prends pas le risque parce que après si j'ai des parents qui ne sont pas d'accord, qui viennent me dire ci et ça, et dans ce cas-là je repense vraiment à cette enseignante qui me disait ça en précisant qu'elle ne se sentait pas, elle ne se serait pas sentie soutenue par sa hiérarchie dans ce cas-là (...) le fait de se sentir peut-être isolé. »

Alfons Scholten : « Les professeurs doivent choisir eux-mêmes ce qu'ils font, et quand ils sont pas convaincus de l'Europe ou du sujet européen, quand ils ont peur, quand ils savent pas ils vont pas choisir ça ils se méfient ils disent non plutôt autre chose, c'est ça le problème. »

A4 Situation comparative des deux pays : Allemagne et France

En Allemagne, il n'existe pas de programmes nationaux, l'éducation étant une compétence régionale incombant aux Landers.

Florian Staudt : « En Allemagne en règle générale ça existe dans les programmes scolaires, il n'y a pas d'éducation nationale, mais nous sommes un pays fédéral, c'est-à-dire nous avons 16 politiques différentes et l'école appartient à la compétence des landers, ils sont fiers d'avoir ça, ils sont fiers d'avoir des différences et d'insister sur les différences pour bien marquer leur rôle et pourquoi on a encore besoin des landers. Ça complique les choses mais de l'autre côté il y a l'Europe qui nous demande énormément d'engagement. »

« En Allemagne, l'Europe est bien ancrée dans le curriculum même si ça existe le fédéralisme donc l'éducation c'est un sujet c'est le domaine réservé aux différentes régions mais c'est pas assez, on est d'accord, c'est même exactement le même constat des Européens qui ont participé à la Conférence sur l'avenir de l'Europe où il y avait une revendication concrète des citoyens d'Europe, il faut approfondir l'Europe dans l'enseignement scolaire, mais le problème c'est il faut changer d'abord les traités et ça c'est vraiment un souci parce qu'on sait que voilà c'est compliqué de changer les traités notamment par les États membres de l'Union européenne. »

Alfons Scholten : « La surcharge des programmes induit des choix opérés par les professeurs eux-mêmes. L'enseignement à l'Europe est le reflet de la perception par la population (lien avec la culture générale). Le problème est à peu près le même qu'en France et à plusieurs niveaux, d'abord je voulais commencer avec une remarque de Christian, c'est-à-dire dans les programmes en Allemagne l'Europe existe pleinement, histoire, géographie mais aussi une matière qu'on appelle politique, mais le problème c'est que les programmes sont tellement surchargés et avec deux heures par semaine on ne peut pas tout faire, il y a aussi la prévention maintenant des abus sexuels, il y a la prévention de la drogue, c'est tellement, beaucoup de choses très importantes que les professeurs doivent choisir eux-mêmes, ce qu'ils font, et quand ils sont pas convaincus de l'Europe ou du sujet européen, quand ils ont peur, quand ils savent pas ils vont pas choisir ça ils se méfient ils disent non plutôt autre chose c'est ça le problème ; il y a une volonté générale mais pas précise en disant il faut ça ça et ça, et deuxième problématique allemande probablement moi professeur au gymnasium j'ai deux matières à enseigner, la religion catholique et l'histoire, et la politique parce que j'aime bien mais j'ai pas la formation pour faire ça et probablement je suis l'exception parce que j'aime bien l'Europe et alors je l'enseigne chaque fois quand j'ai un cours en politique mais ce n'est pas le cas pour tout le monde, il y a des jeunes professeurs qui arrivent à l'école, qui ont eux-mêmes fait un cursus Erasmus+ dans un autre pays, eux ils sont ouverts, mais c'est pas obligatoire. »

Véronique Auger : « Comment peut-on enseigner l'histoire ou même la religion catholique sans parler d'Europe ? »

Alfons Scholten : « Je ne sais pas mais ils arrivent à faire ça, c'est tout à fait possible, la religion catholique c'est pas tout à fait prévu de parler de ça mais pour moi ça fait partie quand on parle de la paix, de l'avenir du monde, etc. en tout cas c'est un peu la liberté des professeurs et eux ils sont pas convaincus européens, les professeurs ne sont pas mieux que la moyenne de la population allemande, et dans la population allemande, c'est un constat que j'ai fait depuis 2006 au début quand j'ai parlé d'Europe tout le monde était enthousiaste et voulait faire avec moi mais aujourd'hui quand je parle de l'Europe les élèves sont très résistants encore, pourquoi on doit payer, etc, c'est déjà très existant et c'est un réflexe de la culture générale, l'ambiance envers l'Europe a complètement changé . »

Véronique Auger : « Qu'est-ce que ça veut dire parler d'Europe ? On pourrait expliquer l'Europe, l'Union européenne de la même façon qu'on explique la géographie. Est-ce que c'est pas parce que souvent les enseignants en profitent pour instiller un point de vue ou un credo et qu'on mélange un peu ce qu'on pourrait dire nous, en tant que journalistes, les faits et les commentaires ? »

Alfons Scholten : « J'ai plutôt l'impression qu'ils sont tellement surchargés parce que c'est aussi un petit peu une situation de stress d'être tous les jours avec des jeunes des autres pays, de devoir changer le style de l'enseignement, pour nous en tant que professeurs c'est un défi énorme et j'ai des collègues, moi non je me demande pourquoi, j'ai des collègues qui ont commencé leur carrière professionnelle à notre école et 40 ans plus tard ils finissent à la même école, et je me demande qu'est-ce qu'ils ont vu du monde, et pour exagérer ils étaient déjà élèves à notre école, c'est-à-dire le monde et notre école c'est la même chose. C'est très souvent comme ça, c'est pas un cas exceptionnel. C'est ce que disait Christian, ils ont pas envie de découvrir quelque chose, pour moi j'ai fait un projet avec la Roumanie Erasmus+ et les parents m'ont demandé est-ce que c'est vraiment nécessaire d'aller en Roumanie, Paris est beaucoup plus belle, ou Madrid ou Londres à l'époque, c'est ça aussi la réflexion et pour un professeur normal des réactions des parents c'est important, mais ce que disait Christian mon école est une école pour un public élevé, là les parents sont sûrs, ils savent très bien que leurs enfants ont besoin dans la carrière professionnelle des expériences internationales ou européenne, c'est-à-dire ils sont ouverts à ça, mais dans d'autres écoles c'est pas comme ça. »

L'enseignement des langues est bien perçu et reconnu car utile au regard des nécessités économiques (exportations).

Alfons Scholten : « Les langues c'est pas tellement le problème en Allemagne, pour moi l'explication est très simple, l'Allemagne est un pays qui vit de l'exportation dans l'économie, un pays qui exporte, c'est-à-dire les industries les entreprises demandent des jeunes qui viennent chez eux qu'ils parlent deux ou trois langues, s'ils veulent faire carrière avec une expérience à l'étranger. »

La pédagogie interculturelle est insuffisamment connue (OFAJ).

Alfons Scholten : « Pour vous je suis un peu choqué d'un côté, mais d'un autre côté non parce que c'est aussi ce que je constate il existe aussi une politique interculturelle développée par l'OFAJ depuis des années mais qui n'est pas connue, on pense souvent que mettre deux classes sur une plage et de leur donner le temps de jouer ou de faire quelques chose ensemble c'est déjà de l'interculturel, non ce n'est pas de l'interculturel : c'est d'une naïveté énorme mais pas une pédagogie interculturelle et ça c'est un problème à développer, je suis un peu contre ma profession en disant le professeur allemand il sait tout faire, c'est sa conviction profonde, mais ça n'est pas vrai . »

Une des conclusions de la Conférence sur l'Avenir de l'Europe : Il faut approfondir l'éducation à l'Europe.

Florian Staudt : « C'est même exactement le même constat des Européens qui ont participé à la Conférence sur l'avenir de l'Europe où il y avait une revendication concrète des citoyens d'Europe, il faut approfondir l'Europe dans l'enseignement scolaire, mais le problème c'est il faut changer d'abord les traités et ça c'est vraiment un souci parce qu'on sait que voilà c'est compliqué de changer les traités notamment par les États membres de l'Union européenne. »

En France, on constate un niveau très faible du niveau de l'enseignement des langues ; des blocages sont observés, la place de l'écrit demeurant trop importante.

Christine Guignard : « La politique des langues dans l'Éducation nationale est assez délétère, je suis navrée mais c'est une catastrophe, quand vous êtes chef d'établissement et qu'on vous donne votre dotation globale horaire, les heures avec lesquelles vous allez pouvoir répartir les matières entre les enseignants, on vous dit vous avez tant d'élèves à tel niveau, deux heures de langue (...) après il faut que vous alliez expliquer que c'est pas le professeur d'espagnol qui va faire le cours d'allemand, d'ailleurs les IPR ne sont plus IPR d'une matière mais de deux langues (...), deux heures de langues sur 35 semaines voyez ça fait 70 heures (...) là-dessus on a beaucoup de progrès à faire dans l'Éducation nationale. »

Christian Saint-Lézer : « Il y a des études comparatives qui sont faites assez régulièrement au niveau de l'Union européenne, sur une maîtrise particulière qui est celle de la langue de communication première qui est l'anglais, la France est d'une stabilité absolue, nous sommes 26es sur 27 de manière permanente. Je vous rejoins sur le très faible niveau de nos élèves en langue, qui n'est pas uniquement une question de moyens, qui est autant une question d'approche que de moyens, qui est autant une question de volonté de continuité intercycles puisque maintenant nous avons des élèves de maternelle grande section qui commencent à travailler en langue étrangère, et je vous garantis que ce sont des éponges, ça apprend extrêmement vite et si on travaille dans la continuité intercycles on doit avoir logiquement à l'arrivée au collège des élèves bilingues sans aucun problème, sauf que cette continuité intercycles n'est pas suffisamment assurée parce qu'on manque d'incitation véritable, c'est pas une question de moyens. »

Michelle Mergalet : « On constate un recul pour certains étudiants, je vois des étudiants que ça gêne de m'entendre parler anglais pendant tout un cours, on parle beaucoup du développement des langues et pour autant l'écrit reste encore quand même trop important et c'est un blocage. »

Carences de connaissances de base sur l'Europe (étudiants) malgré des enseignements.

Véronique Auger : « Pour être un vrai citoyen il faut en avoir conscience, je constate, parce que je fais des master classes auprès d'étudiants sur l'Union européenne, une ignorance absolument crasse du nombre d'États membres, de l'existence même d'institutions comme la Commission européenne, le Parlement européen, je trouve que dans les écoles, peut-être pas en primaire et encore, on n'enseigne pas l'Europe, or je croyais que c'était désormais dans les fondamentaux de l'Union européenne. »

Si les programmes de l'éducation nationale parlent d'Europe, on ne constate pas de volonté politique affichée dans les programmes scolaires : manque de clarté et d'ambition.

Marie-Laure Croguennec : « Moi je ne sens pas en tous cas à mon niveau, je ne sens pas de volonté politique dans les programmes d'éduquer à l'Europe, c'est trop... c'est flou, on a du mal à percevoir l'envie, la nécessité et là alors oui on a du mal à saisir l'aspect politique mais là je pense c'est à nos dirigeants, c'est à l'Éducation nationale de s'emparer de cette question et de montrer que c'est pas honteux, on doit être fier. »

A5 Europe et Identité(s)

Pas d'opposition entre les différentes identités (locale, régionale, nationale, européenne) qui au contraire s'articulent et se renforcent. L'identité européenne ne remplace pas l'identité nationale ou régionale mais vient en complément. La multiplicité et la diversité des identités renforcent la solidité des consciences.

Marie-Laure Croguennec : « On se rend compte aussi que sur les territoires, dans les régions peut-être alors sans généraliser, dans les régions où il y a une identité forte, peut-être comme la Bretagne, eh bien on est aussi plutôt pro-européens, ça ne s'oppose pas, ça se complète, ça se tisse, ça s'entrecroise, encore une fois c'est de la complexité mais ça s'articule et c'est pas au détriment ni par opposition à une autre identité ; au contraire, être multiple, être plusieurs, être divers, encore une fois "Unie dans la diversité" et on est encore plus riches et plus solides. »

La conscience européenne commence à l'attachement à sa propre région.

Florian Staudt : « C'est compliqué, mais on est conscients et convaincus que c'est le bon chemin à construire parce que l'Europe c'est nous, c'est nous tous et en plus ça commence aussi à sa région. Par exemple moi j'habite maintenant à Berlin mais je viens d'Hambourg à la base et j'ai plus de points en commun avec les amis danois qu'avec les amis de la Bavière, pour terminer là-dessus je suis aussi d'accord avec ce qu'avait dit Marie-Laure, cette identité européenne ne va pas remplacer l'identité nationale régionale mais c'est vraiment en complément. »

Marie Christine Rioual : « On n'est pas une chose ou une autre, on est une multiplicité, on est citoyen, tout ça ça s'ajoute, ça s'empile, ça nous renforce et ça nous rend meilleurs. »

Véronique Auger : « Si on n'avait pas été en guerre j'aurais dit "c'est une histoire de poupées russes", on est d'abord de son village et après on est de son département, etc. »

Les territoires à identité forte sont pro-européens.

Marie-Laure Croguennec : « On se rend compte aussi que sur les territoires, dans les régions peut-être alors sans généraliser, dans les régions où il y a une identité forte, peut-être comme la Bretagne, eh bien on est aussi plutôt pro-européens, ça ne s'oppose pas, ça se complète, ça se tisse, ça s'entrecroise, encore une fois c'est de la complexité mais ça s'articule et c'est pas au détriment ni par opposition à une autre identité, au contraire, être multiple, être plusieurs, être divers, encore une fois "Unie dans la diversité" et on est encore plus riches et plus solides. »

Priorité de l'OFAJ : l'Europe c'est nous, c'est nous tous.

Florian Staudt : « Et maintenant j'ai le casque de l'OFAJ en complément il faut aussi avoir une expérience européenne parce que l'accès par l'Europe ça se fait aussi par le côté émotionnel donc il faut effectivement participer à des échanges, à des rencontres, et pas que en bulle, il faut permettre à tout le monde de participer à ces échanges-là d'où la priorité pour l'Office Franco-Allemand pour la Jeunesse de lancer une stratégie qui s'appelle "Diversité participation" qui vise aussi à permettre à tous les jeunes une telle expérience, c'est compliqué, mais on est conscients et convaincus que c'est le bon chemin à construire parce que l'Europe c'est nous, c'est nous tous et en plus ça commence aussi à sa région. Par exemple moi j'habite maintenant à Berlin mais je viens d'Hambourg à la base et j'ai plus de points en commun avec les amis danois qu'avec les amis de

la Bavière, pour terminer là-dessus je suis aussi d'accord avec ce qu'avait dit Marie-Laure, cette identité européenne ne va pas remplacer l'identité nationale régionale mais c'est vraiment en complément. »

B - OBJECTIFS PROPOSÉS PAR LES INTERVENANTS

B1 Gouvernances

Préparer les jeunes Européens à des modes de société qui n'existent pas encore.

Christian Saint-Lézer : « On a une formule à l'AEDE qui est "Préparer les jeunes Européens à des modèles de société qui n'existent pas encore est une des missions premières de l'école". Et ça c'est une révolution que nous avons à faire, une vraie révolution, qui n'est pas intégrée par tout le monde, nous sommes extrêmement en retard, alors là je parle pour la France, nous sommes extrêmement en retard dans cette prise en compte des nouveaux enjeux de l'éducation, on est très loin de ce que l'on pourrait faire, de ce que l'on devrait faire, alors pour revenir à notre sujet européen, c'est dans l'Europe qu'on va trouver des réponses. »

Développer la démocratie : participation des jeunes aux élections.

Éduquer à l'Europe au-delà de l'UE : la civilisation et la culture européennes ne se limitent pas à l'UE.

Christian Saint-Lézer : « Éduquer à l'Europe c'est pas uniquement éduquer à l'Union européenne, il faut que l'on fasse absolument ce distinguo, l'Europe ce n'est pas que l'Union européenne, nos collègues suisses de l'AEDE montent sur leurs grands chevaux à chaque fois qu'ils entendent ça, ils sont profondément européens, même s'ils n'appartiennent pas à l'Union européenne, et donc par rapport à des collègues qui politiquement, philosophiquement font un blocage sur l'Union européenne parce qu'il y en a, il faut leur dire cela, la civilisation européenne ne se limite pas à l'Union européenne. »

Mener des politiques claires et efficaces à la hauteur des enjeux.

Alfons Scholten : « Défi pour la Commission européenne, définir des standards sur l'éducation sur l'Europe, c'est dans l'intérêt de la Commission que tous les pays sachent comment fonctionne l'Union européenne et qu'on ne nous raconte pas des bêtises sur tel ou tel problème, c'est pas seulement les journalistes qui sont coupables d'une mauvaise information, c'est aussi notre renseignement qui n'est pas suffisamment précis. On fait un truc nébuleux, on ne dit pas clairement qui est responsable mais pour ça il faut connaître le système (...) il faut du savoir mais aussi du savoir-faire. »

B2 Citoyens

Développer la conscience d'être européen, le sentiment d'appartenance à l'Europe, la fierté d'être européen, s'appropriier les éléments constitutifs d'une citoyenneté européenne.

Marie-Laure Croguennec : « Et je pense qu'il faut développer ce sentiment d'appartenance, la fierté quelquefois c'est pas bien vu, on va être contre les autres, mais non c'est aussi revendiquer qui on est et bien connaître sa propre identité, c'est ce qui forge aussi la construction de l'identité et être européen c'est aussi avoir une identité multiple. »

« C'est à nos dirigeants, c'est à l'Éducation nationale de s'emparer de cette question et de montrer que c'est pas honteux, on doit être fier. »

C - MOYENS

C1 Programmes scolaires explicites, clairs, affirmés, engagés et audacieux, fondés sur les valeurs de démocratie et de paix du projet européen des fondateurs (déclaration de Robert Schuman du 9 mai 1950). Ouverture de l'école à l'Europe.

Marie-Laure Croguennec : « Il nous faut des programmes beaucoup plus clairs, beaucoup plus audacieux, plus affirmés en fait, et qui reprennent les fondements, les valeurs, les valeurs de démocratie, de paix, reprenons les bases, c'est la Déclaration de Robert Schuman le 9 mai, tout est là, on a tout, il faut y aller. »

« Quand Christian évoquait les programmes, moi je suis assez nuancée, je trouve qu'il n'y a pas beaucoup d'Europe dans les programmes ou en tous cas c'est flou, et quand on dit c'est flou il y a un loup, alors à la fois ça veut dire que quand on veut en faire il n'y a aucun problème, on peut trouver plein d'entrées, mais c'est pas explicite et on ne sent pas, moi je ne sens pas en tous cas à mon niveau, je ne sens pas de volonté politique dans les programmes d'éduquer à l'Europe, c'est trop... c'est flou, on a du mal à percevoir l'envie, la nécessité et là alors oui on a du mal à saisir l'aspect politique mais là je pense c'est à nos dirigeants, c'est à l'Éducation nationale de s'emparer de cette question. »

C2 Pédagogie de projet, interdisciplinaire : enseignement transversal, l'éducation à l'Europe n'étant pas une matière parmi d'autres, inclure cette éducation dans toutes les disciplines par des situations concrètes et des rencontres au quotidien. Donner du sens aux pratiques et aux enseignements au travers de situations authentiques.

Marie-Laure Croguennec : « J'essaie d'inclure cette éducation à la citoyenneté européenne au travers de toutes les disciplines, au travers du maximum de moments, c'est pas une matière parmi d'autres, c'est quelque chose qui est transversal, qui touche à tout, qui se découvre aussi bien au travers des mathématiques, à travers l'EMC l'Enseignement moral et civique bien entendu, mais aussi en histoire et géographie, dans l'aspect de la langue, de la littérature bien évidemment, mais c'est quelque chose que l'on rencontre au quotidien. »

Florian Staudt : « Mais on peut déjà penser de commencer par une certaine transversalité donc pourquoi pas traiter aussi l'Europe dans le cours de maths et de physique afin de jeter les bases notamment sur une conscience européenne. »

Marie-Laure Croguennec : « Une des clés est peut-être de développer la pédagogie de projet, c'est-à-dire il ne faut pas que les choses soient saucissonnées, soient indépendantes les unes des autres, mais vraiment mises en relation et comme je disais tout à l'heure éduquer à l'Europe. c'est transversal donc il faut activer, il faut développer ces pédagogies de projet qui demandent évidemment de l'énergie, ça change un peu le paradigme, ça change plein de choses, mais c'est ça aussi qui fait que ça va fonctionner. »

C3 Publics concernés : tous les élèves dès le plus jeune âge.

Marie-Laure Croguennec : « Cela correspond, comme ça a pu être dit également par la Cheffe de la représentation de la Commission européenne, à une construction qui va s'accompagner tout au long des âges de la vie et a fortiori des âges scolaires et en commençant dès le plus jeune âge. Les élèves sont parties

prenantes, quand il s'agit de donner du sens, d'apprendre pour de vrai en situation authentique, et je pense qu'ils ne sont pas trop jeunes, il suffit de trouver des situations adaptées. »

Alfons Scholten : « Le défi aujourd'hui c'est qu'on touche tous les élèves, c'est une obligation. »

C4 Formation des enseignants : faire de chaque enseignant un enseignant européen dont la formation initiale doit inclure un stage dans un pays européen.

Christian Saint-Lézer : « Dans les cursus de formation initiale et continue il faut qu'il y ait un passage par l'Europe, c'est-à-dire que pour les professeurs des écoles, pour les professeurs des lycées et de collèges en France dans leur cursus de formation initiale, il faut qu'il y ait un stage de trois mois dans un autre pays de l'Union européenne. Ça fait des années pour ne pas dire des décennies que nous le réclamons, qu'il y a un consensus à peu près général là-dessus mais que ça n'avance toujours pas ou de manière très ponctuelle. »

Michelle Mergalet : « Il y a une attente dans la formation également au niveau des futurs professeurs de développer le sens de l'Europe, parce que c'est ce qui donne aussi du sens aux langues et qui donne envie aux jeunes d'apprendre les langues. Apprendre les langues c'est rencontrer, c'est être à la rencontre des autres, c'est le sens premier, c'est le sens essentiel. »

C5 Réinventer le métier : élever le niveau de performance des élèves et développer la qualité générale de l'enseignement, introduire d'autres méthodes d'enseignement répondant aux nouvelles réalités (numériques, hétérogénéité des classes, etc).

Christian Saint-Lézer : « Axes de travail : 1 - Élever le niveau de performance des élèves : plus les élèves sont performants, plus ils sont tentés de s'intéresser à la dimension européenne de l'éducation. Donc la première réponse c'est la qualité générale de l'enseignement. 2 - La deuxième réponse c'est de faire de chaque enseignant un enseignant européen. Ça signifie très clairement que dans les cursus de formation initiale et continue il faut qu'il y ait un passage par l'Europe, c'est-à-dire que pour les professeurs des écoles, pour les professeurs des lycées et de collèges en France dans leur cursus de formation initiale il faut qu'il y ait un stage de trois mois dans un autre pays de l'Union européenne. Ça fait des années pour ne pas dire des décennies que nous le réclamons, qu'il y a un consensus à peu près général là-dessus mais que ça n'avance toujours pas ou de manière très ponctuelle,

Véronique Auger : « alors ça coûte cher, y a pas un moyen... »

Christian Saint-Lézer : « Non ça ne coûte pas cher ».

Véronique Auger : « il y a l'hébergement, le transport. »

Christian Saint-Lézer : « Ce sont des frais dérisoires par rapport à ce que coûte un système éducatif »

Véronique Auger : « et puis il y a le remplacement de l'enseignant j'ai cru comprendre... »

Christian Saint-Lézer : « pas pendant la formation initiale, pendant la formation initiale ça ne pose pas de problèmes ce sont des échanges qui sont à faire et donc techniquement ça ne pose pas de difficultés. Le problème se situe au niveau de la volonté de le faire. On l'a expérimenté il y a quelques années sur la formation des inspecteurs de l'éducation nationale des IA-IPR à Poitiers, à ce qui était l'école supérieure de l'Éducation nationale, nous avions pendant quelque temps ce module, qui était court mais qui amenait tous les futurs inspecteurs à une formation à l'étranger, ça n'a pas duré très longtemps, très sincèrement je ne sais pas

pourquoi, il y avait un vrai constat de réussite sur le retour d'expériences et pourtant ça s'est arrêté. On ne maîtrise pas toutes les politiques.

- Le 3e axe je crois c'est de rendre vraiment effectifs ces contenus d'enseignements. À l'école en général il y a ce qui doit être enseigné, qui figure dans les programmes, ce qui est enseigné, c'est-à-dire ce que les enseignants choisissent de mettre à l'ordre du jour, et ce qui est appris par les élèves. Et quelquefois, l'écart est abyssal entre ce qui doit être enseigné et ce qui est appris, et ça ça passe probablement par des initiatives, des incitations de la part de l'encadrement, de l'institution pour qu'il y ait une vraie prise en compte de cette dimension européenne qui figure in extenso dans les programmes.

Nous avons à réinventer le métier, nous ne pourrions le réinventer que dans une dimension européenne. »

Alfons Scholten : « Pour moi personnellement c'est les projets eTwinning, c'est-à-dire numériques qui sont très enthousiasmants pour mes enfants, j'enseigne dans un gymnasium c'est-à-dire des enfants de 10 à 18 ans et partout dans toutes les classes c'est toujours très important pour eux d'avoir des contacts dans un projet qui est un peu pareil comme celui que Marie-Laure a expliqué, c'est autour de Noël, nous sommes en contact avec des écoles en Pologne, c'est fascinant pour les enfants de découvrir comment eux ils fêtent Noël, est-ce que c'est la même chose qu'en Allemagne, que chez nous et de leur dire comment nous on fête ça, et c'est la même chose pour les plus âgés qui sont en contact avec d'autres écoles ; j'ai un projet avec la Pologne, la France, la Slovaquie et ça c'est sur la paix parce qu'il y a cette année 375 ans de la paix de Westphalie, et un institut de paix qui a prononcé un concours quelle est la meilleure idée pour la paix, comment on on peut faire la paix aujourd'hui, dans le monde et je travaille avec mes enfants et avec les classes dans les autres pays là-dessus et ça me paraît un des moyens pour ouvrir l'école à l'Europe. »

C6 Projets interculturels : favoriser échanges et rencontres entre jeunes et entre enseignants, élèves, pour les faire réfléchir ensemble (défis à résoudre).

Alfons Scholten : « Pour moi personnellement c'est les projets eTwinning, c'est-à-dire numériques qui sont très enthousiasmants pour mes enfants, j'enseigne dans un gymnasium c'est-à-dire des enfants de 10 à 18 ans et partout dans toutes les classes c'est toujours très important pour eux d'avoir des contacts dans un projet qui est un peu pareil comme celui que Marie-Laure a expliqué, c'est autour de Noël, nous sommes en contact avec des écoles en Pologne, c'est fascinant pour les enfants de découvrir comment eux ils fêtent Noël, est-ce que c'est la même chose qu'en Allemagne, que chez nous et de leur dire comment nous on fête ça, et c'est la même chose pour les plus âgés qui sont en contact avec d'autres écoles ; j'ai un projet avec la Pologne, la France, la Slovaquie et ça c'est sur la paix parce qu'il y a cette année 375 ans de la paix de Westphalie, et un institut de paix qui a prononcé un discours quelle est la meilleure idée pour la paix, comment on on peut faire la paix aujourd'hui, dans le monde et je travaille avec mes enfants et avec les classes dans les autres pays là-dessus et ça me paraît un des moyens pour ouvrir l'école à l'Europe. »

Florian Staudt : « Et maintenant j'ai le casque de l'OFAJ en complément il faut aussi avoir une expérience européenne parce que l'accès par l'Europe ça se fait aussi par le côté émotionnel donc il faut effectivement participer à des échanges, à des rencontres, et pas que en bulle il faut permettre à tout le monde de participer à ces échanges-là d'où la priorité pour l'Office Franco-Allemande pour la Jeunesse de lancer une stratégie qui s'appelle "Diversité participation" qui vise aussi à permettre à tous les jeunes d'une telle expérience. »

Alfons Scholten : « Aller à la plage ce n'est pas faire quelque chose ensemble. Pour moi c'est donner à des tandems, des petites équipes européennes, des travaux et des défis à résoudre en équipe, que chacun doit

apporter quelque chose pour la solution du problème (...), briser la glace, s'approcher et faire quelque chose ensemble.. »

C7 Accompagnement des enseignants : initiatives et incitations de la part de l'encadrement et des institutions, faire connaître et accompagner les programmes Erasmus+ (mobilités), aider les enseignants dans la construction interculturelle des échanges.

Christian Saint-Lézer : « Le dernier axe, le plus important pour moi, c'est tout ce qu'on peut proposer à travers les programmes qui existent et là je vais me faire l'avocat, le porte-parole d'Erasmus+ parce que les possibilités sont immenses et sont chaque année plus importantes, ça a été dit tout à l'heure dans l'intervention, le programme 2021-2027 par rapport au programme 2014-2020 c'est fois 2 pas fois 3 probablement mais fois 2 a minima ça veut dire que les ressources sont là et j'ai envie de dire les espérances sont là, cette année en ce moment ces jours-ci nous sommes en train d'évaluer les demandes d'accréditation, l'accréditation c'est un dispositif qui va permettre à un établissement d'envoyer en mobilité des élèves, des enseignants, pendant et jusqu'à la fin du programme jusqu'à fin 2027, il suffira de faire la demande une fois qu'on est accrédité pour pouvoir bénéficier de mobilités qui sont prises en charge entièrement financièrement. Cette année nous avons deux fois plus de demandes d'accréditation que l'an dernier donc ce besoin de confrontation à l'Europe il existe à l'école, c'est pour ça que moi je ne suis pas pessimiste là-dessus, simplement là où nous avons une difficulté importante c'est pour faire connaître les dispositifs qui existent. Un certain nombre d'enseignants n'ont pas encore connaissance des possibilités alors on peut dire que c'est un manque de curiosité de leur part, ça c'est évident mais on peut dire aussi que l'institution et l'agence Erasmus ne réussissent pas à mobiliser suffisamment. »

Florian Staudt : « Au sein de l'Office Franco-allemand pour la Jeunesse on a un très bon réseau d'experts, d'animatrices et d'animateurs interculturels qui justement peuvent aider et soutenir les enseignants dans la construction interculturelle des échanges. »

Michelle Mergalet : « Importance d'aider les enseignants, les chefs d'établissement à développer des projets Erasmus+ parce que c'est un travail énorme, ils ont vraiment besoin d'aide pour tout le travail administratif. »

C8 Langues : améliorer l'enseignement (France) et connecter fortement les deux pôles langues et cultures.

Michelle Mergalet : « Lier langue et culture, les deux sont absolument indissociables, la culture donne du sens, c'est ce qui peut donner du sens à nos enseignements et aux liens que l'on doit développer aujourd'hui. »

Table ronde n° 2

« Formation complémentaire : ses apports au travers des médias, Maisons de l'Europe, jumelages et associations contribuent-ils à la socialisation à l'Europe ? »

Animation

Véronique Auger

journaliste, Présidente de l'AJE et de Citoyennes pour l'Europe

Intervenants

Benjamin Kurc

Responsable du Fonds citoyen franco-allemand

Frédéric Bourquin

Président de la FFME

Pascal Verdeau

Journaliste de France Télévisions à Bruxelles

Erwin Hund

Référent régional du Fonds citoyen pour la Bretagne, le Bade-Wurtemberg et la Bavière

Participants du public ayant souhaité prendre la parole

Emmanuel Morucci Président du CECI

Christine Guignard Secrétaire du Comité de jumelage de Plouguerneau

A - CONSTATS

A1 Les structures associatives peinent à se renouveler

Les jumelages, bien que nombreux, ne font plus toujours recette. En Allemagne, certains d'entre eux se tournent aujourd'hui vers les pays de l'Est en raison des questions géopolitiques.

Jean-Jacques Morvan : « Aujourd'hui on a plus de difficultés avec l'Allemagne qui se recentre beaucoup sur les questions des pays de l'Est puisqu'ils sont jumelés avec des villes de l'Estonie également et puis ils sont beaucoup sur l'accueil des Ukrainiens, c'est leur priorité, ce qu'on reçoit un peu moins ici dans notre Far-west entre guillemets. »

Les jeunes sont moins nombreux dans les jumelages bien que l'on voie une accentuation de la conscience européenne chez ceux qui y participent.

Jean-Jacques Morvan : « On se pose des questions effectivement parce qu'il y a plus de cheveux gris que de couleurs différentes et on réfléchit notamment à ces questions-là avec la FAVA qui est la Fédération des Jumelages franco-allemands qui sont très actifs sur la Bretagne et dans le Nord Finistère, on a aussi une entente des différents comités de jumelage pour réfléchir à l'avenir à proposer des activités en touchant notamment les jeunes parce qu'on pense que c'est aussi par la jeunesse qu'on va se renouveler, c'est peut-être par les grands-parents qui gardent les petits-enfants qu'on peut aussi sensibiliser, faire partir, voyager mais en dehors du voyage il y a certainement plein de choses à inventer au niveau local sans se déplacer, les nouvelles technologies permettent beaucoup de choses, on sait aussi avec l'OFAJ il y a plein de choses qui sont possibles avec différentes partenaires, on est ouvert à la modernité. Le problème c'est aussi le fait qu'on ne touche pas beaucoup les jeunes, la jeunesse c'est l'avenir, il va falloir que l'on invente de nouveaux concepts. »

Le fonctionnement associatif sur la base du bénévolat est en baisse par le vieillissement des personnes (constats dans les jumelages et Maisons de l'Europe qui voient également leurs subventions en régression malgré leur contribution à la formation civique de la population).

Frédéric Bourquin : « En pleine période d'inflation des coûts nous avons appris que nos subventions seraient baissées ce qui est un peu curieux de la part d'un gouvernement qui se dit proeuropéen, compte tenu du travail que l'on fait on va être mis au pain sec et à l'eau, comme par ailleurs les collectivités locales sont dans la même démarche il y a certaines Maisons de l'Europe qui sont mises en très grandes difficultés, on ne peut pas travailler uniquement avec l'enthousiasme des bénévoles, les deux grandes sources de financement public, les collectivités et l'État, restreignent leur participation et c'est quelque chose de très inquiétant. »

« C'est une alchimie avec des bénévoles qui sont prêts à s'investir et des collectivités territoriales qui sont prêtes à les soutenir. Quand une des deux béquilles manque, la Maison de l'Europe disparaît. En plus on a un problème de vieillissement des bénévoles. »

Certains formats associatifs sont dépassés et doivent évoluer.

Véronique Auger : « Certaines Maisons de l'Europe sentent la poussière. »

Frédéric Bourquin : « Il y a des Maisons de l'Europe qui rentrent dans un état végétatif parce qu'il n'y a plus assez de bénévoles pour les faire fonctionner, il n'y a pas de renouvellement des générations, et il n'y a plus de soutien des collectivités territoriales. »

« Les Maisons de l'Europe qui se portent bien sont celles qui ont pu décrocher le label Europe Direct parce qu'elles ont un financement pérenne pendant 5 ans, elles peuvent avoir des salariés et ça change tout : quelqu'un qui s'en occupe en permanence, qui acquiert une envergure, une connaissance des dossiers qui est très précieuse. »

Le Brexit a changé la donne en compliquant les déplacements (augmentation des coûts, passeport).

Jean-Jacques Morvan : « Historiquement c'est plus facile de partir en ferry, de traverser de Roscoff ça nous prend une nuit et c'est pas cher, ce qui met une barrière aujourd'hui puisque la Grande Bretagne n'est plus dans l'Union européenne c'est le passeport qui coûte quasiment aussi cher donc pour envoyer des jeunes ça va être compliqué, ça coûte aussi cher que le voyage. Nos correspondants anglais sont très remontés contre

ce brexit parce que eux ce sont des Européens convaincus, de longue date et ils ne comprennent pas, ils sont fous furieux après ces barrières qui ont été mises en place alors que ça fonctionnait bien depuis l'entrée dans l'Union européenne, c'est une véritable régression. On ne va pas les laisser tomber parce qu'ils sont très attachés à la Bretagne et à nous aussi à la France donc ça va toujours fonctionner, on fonctionne aussi avec Barsbüttel puisque les trois communes sont jumelées entre elles, ce qui est assez rare actuellement. »

Christian Saint-Lézer : « Le monde associatif doit totalement évoluer, on ne peut plus fonctionner sur les modèles qui étaient ceux d'avant le XXI^e siècle. Dans le domaine culturel ou sportif, on a une perte de génération assez radicale, qui nous menace et qui menace le milieu associatif. Il faut réinventer notre mode de fonctionnement en milieu associatif. »

Véronique Auger : « Je voudrais tempérer le pessimisme : quand vous êtes parents et que vous travaillez, il y a un moment dans votre vie où vous n'avez pas le temps de faire autre chose, dans les colloques je vois beaucoup d'étudiants qui viennent par ce que ça les nourrit, et beaucoup de cheveux blancs. Entre les deux, personne. »

Benjamin Kurc : « Il faut intégrer des organisations, des associations qui font des choses sur des thèmes divers qui n'ont pas pour objet la relation franco-allemande, c'est comme ça qu'on arrivera à élargir le public franco-allemand ou européen à cette cause commune. Les formats ont évolué et appellent à être changés, c'est une évolution tout à fait naturelle. »

A2 Où sont les jeunes ?

Les jeunes sont capables d'implication forte et de volontariat au travers de thèmes porteurs et fédérateurs à leurs yeux (ex. écologie, environnement). Ils sont prêts pour défendre une cause concrète, ponctuelle et bien identifiée. Dès lors, leur engagement citoyen est activé.

Frédéric Bourquin : « il faut aussi s'adresser aux personnes comme vous et moi et même plutôt celles qui ne participent pas à ce genre de conférences, à ces électeurs, sur les thèmes de société comme l'écologie, normalement les jeunes sont beaucoup plus sensibilisés à ces choses, peut-être même sur l'Europe actuellement, j'en suis pas sûr, mais on ne peut pas reporter le problème à la génération future même s'il y a des problèmes à l'école et s'il y a énormément de choses à faire. »

Alfons Scholten : « On doit changer nos habitudes pour toucher les jeunes. Le volontariat marche très bien, les études, les passages apprentis à l'étranger très importants, il faut relier tout ça : inviter des jeunes volontaires dans nos classes, inviter des jeunes étudiants étrangers dans nos universités, intégrer au quotidien. Il faut un public européen à la base. C'est une richesse et notre société n'est pas prête à profiter de ça. Il faut avoir des lieux de discussion. »

Jean-Jacques Morvan : « Il y a de la communication à faire du côté du fonds citoyen parce que ce n'est pas les comités de jumelages qu'il faut toucher, c'est les groupes de citoyens qui ont des initiatives, le renouveau viendra par des thèmes comme l'écologie auprès des jeunes, par des choses qui les branchent comme ils disent aujourd'hui et c'est pas avec des colloques et des interventions qu'on va recruter du monde. »

Frédéric Bourquin : « Les jeunes sont prêts à s'engager mais ils sont dans une civilisation du zapping, ils sont prêts à s'engager ponctuellement, pour une cause bien identifiée, on l'a vu pour le climat, par contre l'engagement associatif sur la durée avec un sujet plus global c'est pas quelque chose qui leur convient, c'est trop contraignant ils ont des problèmes que nous n'avons pas, c'est difficile d'être jeune actuellement, c'est

difficile de les intéresser durablement à une cause et de les embrigader durablement. Par contre sur des causes très ponctuelles, ils sont capables de se mobiliser. On le voit au travers du SVE (6 à 12 mois). »

Frédéric Bourquin : « Optimisme : combien de temps on a mis pour construire la France ? 1800 ans. Combien de temps les États-Unis ? La construction de l'Europe c'est une œuvre tellement énorme et gigantesque à l'échelle de l'histoire que depuis 1950 on n'a fait qu'un tout petit bout du chemin. Il ne faut pas espérer 70 ans après avoir tout fait. Dès lors que la mécanique est lancée, que le mouvement est lancé, on aura dans 200 ans une structure qui fonctionne et qui éveille à un patriotisme. Mais au bout de 70 ans c'est encore ambitieux, les nations sont encore là, d'ailleurs il s'agit pas de les faire disparaître, il s'agit plutôt de faire vivre le concept de nation avec le concept de fédération ce que savent bien faire les Allemands. Ça viendra. »

Pascal Verdeau : « On est toujours en 2022 dans l'année européenne de la jeunesse, chez les jeunes il y a encore cette volonté d'engagement européen, le corps européen de solidarité qui permet à des jeunes en France d'aller à l'étranger s'occuper d'exclusion sociale, d'accueil des migrants, c'est quelque chose qui fonctionne. »

Véronique Auger : « Les Jeunes Européens sont très actifs (journal Le Taurillon), on devrait plus faire appel à eux, ils adorent ce qu'ils font, parfois après ils font le Collège de Bruges, ça devient des Européens convaincus et par capillarité ça avance. »

Leur mobilisation est accentuée par la mobilité dont ils font souvent preuve (SVE, Erasmus+).

Christian Saint-Lézer : « 3 actions clés dans Erasmus+ : action clé 1 mobilités, action clé 2 partenariat, action clé 3 grands projets Jean Monnet. Les actions clés 1 et 2 sont traitées au niveau national, c'est l'immense majorité des projets, seules les actions clés 3 sont traitées directement par la Commission à Bruxelles. »

Benjamin Kurc : « La mobilité de la jeunesse actuellement est extrêmement importante, elle est extrêmement valorisée elle est même nécessaire, à partir de 18-19 ans il est très rare que quelqu'un reste dans sa ville ou dans son village s'il fait des études, même s'il fait un apprentissage il est souvent appelé à déménager dans une autre ville. Ça a un impact sur cette mobilisation où on n'est plus sur place et on bouge beaucoup. On est dans des évolutions structurelles. On change de paradigme, on se trouve dans une nouvelle phase qui se place au niveau du projet de société qu'on a en commun. On est en plein dedans avec tous les problèmes globaux. »

A3 Des citoyens prêts à se mobiliser

La société civile montre aussi des signes de bonne santé au regard du nombre de projets soutenus par le FCFA : 100 en 2020, 667 en 2022.

Benjamin Kurc : « On a démarré le 16 avril 2020, au départ nous avons un budget total annuel de 2,4 millions d'euros, il y a 5 mois nous avons obtenu un doublement du budget, même plus d'un doublement puisque nous sommes passés de 2,4 millions à 5 millions d'euros, ce qui est assez énorme on va dire pour une part pour une institution d'autre part on va dire dans le contexte actuel qu'un dispositif soit pourvu d'un tel budget alors qu'on est quand même dans une situation politique économique qui n'est pas favorable. La raison pour laquelle on a eu ce doublement c'est assez simple, c'est parce que le fonds citoyen a connu un énorme succès depuis sa création, quand bien même c'était pendant la pandémie pour la première vague le 16 avril 2020 je le rappelle, les 9 premiers mois d'activité du 16 avril à fin décembre 2020 on a soutenu une centaine de projets, l'année suivante on a soutenu 300-350 projets et cette année malgré le doublement budgétaire très tardif parce qu'on a obtenu la confirmation fin juin début juillet, on a soutenu cette année 667 projets. »

Erwin Hund : « Les distances entre des villes jumelées ne jouent aucun rôle. La Bretagne a beaucoup de jumelages avec la Bavière, c'est encore plus loin, et comme je suis référent régional du Fonds citoyen, je m'occupe de la Bavière, du Bade-Wurtemberg... il y a environ 250 jumelages en Bretagne, ça fait 15 % des jumelages franco-allemands, la Bavière 25 % et le Bade-Wurtemberg, en tout cas mes régions ça fait 36 % des jumelages franco-allemands qui sont ensemble 2200, et les jumelages c'est l'Europe d'en bas, et c'est vraiment le fondement et tout le problème on va revenir au jumelage, il y a encore des possibilités extraordinaires pour l'Europe mais d'abord aussi pour les relations franco-allemandes et je pense que c'est un Géant dormant et pour la langue par exemple, c'est très important et surtout la formation extra-scolaire, les comités font des stages linguistiques grâce à l'OFAJ, et l'OFAJ c'est vraiment l'institution de 0 à 30 ans des jeunes qui sont formés aussi pour l'Europe mais d'abord les relations franco-allemandes mais ouvert pour les rencontres trinationales et c'est vraiment fondamental pour l'Europe et je pense beaucoup plus deux jumelages (...) des échanges extra-scolaires et je suis très content de rencontrer en ligne Florian Staudt, malheureusement il n'a pas eu le temps non plus de présenter tous les programmes de l'OFAJ, notre jumelage fait participer plus de 5000 jeunes subventionnés depuis l'existence de ce jumelage mais c'est un chiffre peut-être pas important dans 50 ans mais c'est quand même une base importante, tous ces jeunes ils sont plus européens que s'ils n'avaient pas participé à de échanges, des contacts qui se créent après ça va dans les familles et il y a plus de chances que ces gens vont voter pour les élections européennes, qu'ils vont choisir peut-être la langue française ou allemand à l'école. »

« On va fêter le Traité de l'Élysée mais ça suffit pas de fêter il faut aussi agir et en 63 la décision dans le traité franco-allemand la plus importante surtout c'était réconciliation, très important, mais de fonder l'OFAJ, c'était une décision très très importante et presque 10 millions de jeunes se sont rencontrés grâce à ça et je conseille de regarder le site de l'OFAJ il y a des programmes extra-scolaires incroyables, des propositions pour les jeunes. Maintenant le traité d'Aix-la-Chapelle il y a trois ans, qui est arrivé beaucoup trop tard mais non pas trop tard mais tard, c'est jamais trop tard, le traité d'Aix-la-Chapelle on a décidé aussi une chose très importante donc à partir de 30 ans donc enfin les adultes, les jumelages vont enfin être subventionnés et je vois encore beaucoup plus de relations franco-allemandes dans les jumelages que je contacte par ça aussi, et beaucoup n'utilisent pas encore ce moyen financier et je fais un appel à tout le monde qui travaille dans les jumelages d'utiliser ces moyens qui ont été décidés par nos deux gouvernements, il faut utiliser ce fonds pour que nos deux gouvernements augmentent le budget et il y aura des succès énormes dans l'avenir. »

Benjamin Kurc : « Doublement budgétaire du Fonds citoyen franco-allemand : c'est un très bon signal de la vitalité de la société civile. Les politiques ont vu qu'il y avait une appétence de la part des citoyens en France et en Allemagne qui venaient déposer énormément de projets. On est des partenaires (accompagnement des citoyens, pas seulement citoyen dans le nom). »

« Le FCFA n'existe que depuis deux ans. on a un impact sur le terrain, l'information est diffusée aussi par les acteurs qui se saisissent du fonds citoyen, notre objectif c'est d'avoir un impact sur la société civile et donc d'élargir la sphère franco-allemande à des personnes qui ne sont pas touchées par les relations franco-allemandes et ça fonctionne (malgré la pandémie une centaine de projets) avec une dynamique constante. »

Les structures associatives répondent à des formations et besoins divers : animations scolaires, accompagnement sur la mobilité, formations d'élus, information grand public, etc.

Frédéric Bourquin : « Il y a 37 Maisons de l'Europe et on a des candidatures qui viennent même d'outre-mer donc la notion d'Europe dépasse le continent. Ces 37 Maisons de l'Europe sont extrêmement diverses, il y a des grosses, des petites, il y en a qui ont été créées dans les années 50 (54 pour la première, 2019 pour la

dernière), il y a des Maisons de l'Europe avec des salariés, d'autres sans salariés, il y a certaines qui ont le label Europe Direct c'est-à-dire un label qui est accordé par la Commission européenne et à ce moment-là on a un rôle d'information officiel sur l'Union européenne, d'autres n'ont pas ce label parce qu'il y a un cahier des charges extrêmement complexe (...), on en a au moins une par région sauf la Corse pour le moment, on a eu une Maison de l'Europe à Ajaccio mais elle n'a pas duré malheureusement. La Fédération a un rôle d'animation de ces Maisons de l'Europe, de leur proposer des projets communs et de les représenter auprès des pouvoirs publics (Ministère des affaires européennes, instances européennes, etc.) et puis de faire en sorte que tout le monde ait accès à des formations parce que, que ce soit des salariés ou des bénévoles, il faut toujours remettre à jour sa formation et parmi les intervenants Benjamin notamment a été avec nous à Nîmes lors de notre dernière rencontre fédérale, et les rencontres fédérales c'est un des moments de formation, on fait intervenir des intervenants de très bon niveau qui nous complètent nos connaissances dans ce domaine-là. »

Frédéric Bourquin : « Ça dépend des régions, c'est très variable, ça dépend du relais que peuvent donner les médias, on a un problème avec les médias quand il s'agit de parler d'Europe. On est présent sur les jumelages, mais plus pour les accompagner, pour leur indiquer les sources de financement mais ils se débrouillent souvent très bien tout seuls, on est très présent sur la mobilité et ça c'est un point fondamental, Erasmus+ n'a pas besoin de nous dans les universités, mais c'est ouvert également aux apprentis c'est ouvert aux jeunes qui ont des opportunités moins grandes, on travaille beaucoup avec les missions locales pour envoyer des jeunes à l'autre bout de l'Europe et je peux vous assurer que quand on les envoie pour plusieurs mois, des jeunes qui sont quelquefois inscrits à Pôle emploi ou à la mission locale depuis longtemps, vous les transformez, d'abord premièrement parce qu'ils quittent leur environnement habituel, ils coupent le cordon ombilical avec papa maman et puis ils ont une occasion extraordinaire de faire de l'immersion linguistique, on sait que l'immersion dans un pays c'est le meilleur moyen pour apprendre parce qu'on n'a pas le choix, il faut que l'on communique dans la langue du pays, donc ça c'est excellent et je trouve que la mobilité c'est ce qui va former la future génération des citoyens européens parce que quand ils rentrent ils ne peuvent plus être anti-européens, ils ont vu que les autres Européens c'étaient des jeunes comme eux, qui avaient les mêmes problèmes, que ces pays sur lesquels il y avait quelquefois des clichés, des apriori ça tombait rapidement parce que quand vous rentrez vous vous rendez compte que ce qu'on raconte sur les Grecs, ce qu'on raconte sur les Polonais, c'est pas forcément vrai et de très loin. (...) »

« On fait de la formation puisque c'est notre vocation c'est ce qu'on appelle l'éducation populaire alors la définition de l'éducation populaire elle est très fluctuante selon les intervenants, mais ce qu'on peut dire c'est apprendre après l'école et en dehors de l'école, c'est-à-dire tout au long de sa vie d'adulte et par des structures qui sont informelles et là on est aussi présent puisque on fait des conférences bien sûr, on fait des animations, on a même des Maisons de l'Europe qui ont des groupes de conversation en langues européennes, on fait des formations pour les élus. On commence à l'école primaire, évidemment à l'école primaire on va pas leur expliquer ce que c'est que le Conseil européen ni ... mais on fait des animations sur le thème de Noël en Europe, comment se fête Noël en Pologne, en Suède, etc. sans y mettre évidemment la dimension religieuse parce que chacun est libre d'avoir ses convictions mais ça permet à de très jeunes enfants de se rendre compte de l'altérité, d'avoir de l'altérité, c'est-à-dire de voir qu'il existe des enfants ailleurs en Europe qui ont des langues différentes, des traditions différentes, alors ces ateliers sur Noël en Europe on les fait animer par des volontaires européens c'est-à-dire des jeunes qui viennent d'autres pays d'Europe et qui leur font des gâteaux tels qu'on les fait en Roumanie ou en Bulgarie, qui leur donnent deux trois petits éléments sur leur langue sur la façon comment ça se passe dans leur pays. C'est déjà un premier exemple d'initiation à l'Europe. »

Véronique Auger : « Ça devrait être fait en classe, ça devrait pas être le rôle des Maisons de l'Europe de faire ça. »

Frédéric Bourquin : « Il y a beaucoup de conférences, mais ne viennent aux conférences en général que les gens qui sont intéressés et ou convertis et la conférence ne permet pas forcément de toucher des publics qui n'ont jamais entendu parler de l'Europe, donc quelquefois il faut que l'on aille dans les quartiers comme on dit parler avec les associations qui s'occupent de ces populations pour aller expliquer que par exemple on peut habiter à Pissevin, à Nîmes c'est un quartier assez défavorisé mais on a le droit de voter aux élections européennes et que c'est quelque chose qui peut apporter aux citoyens, que l'Europe c'est pas seulement quelque chose de lointain et de fumeux. Donc c'est souvent en se déplaçant et en allant par l'intermédiaire d'associations d'insertion qu'on touche des publics qui n'ont jamais ou peu entendu parler d'Europe. La conférence traditionnelle on se désespère on voit toujours à peu près les mêmes. »

A4 L'Europe progresse dans les crises

La mobilisation des États sur des questions de santé (vaccins) ou financières (emprunts communs) prouve la construction en cours du modèle européen et sa capacité à se réinventer, mais aussi la force dont elle peut faire preuve.

Véronique Auger : « Qui avant le covid aurait imaginé que l'Europe s'occupe de santé ? Qu'il y ait des emprunts faits en commun ? Derrière, chez le journaliste il faut de la compétence pour analyser. »

L'Europe est encore jeune, sa construction s'inscrit dans le temps.

Pascal Verdeau : « Au fil des années j'ai vu la transformation de cette salle de presse, on dit souvent et c'est vrai que l'Europe progresse dans les crises c'est largement vrai, dans ces crises européennes j'ai vu la lente émergence d'un espace public européen. 2 exemples : dans les années 2000 l'extrême-droite autrichienne pour la première fois rentre dans un gouvernement, elle rentre au sein du gouvernement autrichien, elle n'a pas le poste central, c'est pas le poste de chef de gouvernement, c'est pas le poste de chancelier autrichien mais c'est un petit parti populiste qui existe toujours contre Bruxelles, contre l'Europe fédérale, contre la bureaucratie, des choses qu'on a entendues après dans le Brexit dirigé par un homme politique qui s'appelle Heider, il met dans le gouvernement, il a des ministres et c'est un véritable choc auprès des dirigeants européens, on décide de mettre tout d'un coup l'Autriche sous surveillance (...) et à ce moment-là je vois pour la première fois dans cet espace public européen une question qui est la même question partagée par tous les journalistes accrédités qu'ils soient portugais, qu'ils soient allemands, qu'ils soient suédois et cette question est finalement la suivante "est-ce que cette extrême-droite va venir déstabiliser le projet européen de l'intérieur ?" et pour la première fois il y a une prise de conscience des journalistes européens qui est de dire "nous appartenons à un même espace, nous partageons les mêmes valeurs politiques (l'État de droit, la liberté de la presse, la liberté des syndicats, l'indépendance de la justice)" ; c'est la première fois. »

« Mon 2e exemple : 2010, la crise des dettes souveraines, dans l'esprit de l'opinion c'est le long feuilleton grec, la Grèce s'est qualifiée, elle a un peu triché sur les comptes pour se qualifier avec l'aide d'une grande banque américaine qu'on appelle Goldman Sachs et la zone euro est en train de turbuler, cette crise des dettes s'étend à d'autres pays européens avec l'augmentation des taux d'intérêt, le Portugal est menacé, l'Italie 3e pays de la zone euro est menacé, et là on est sur une question existentielle de survie et à ce moment-là aussi tous les journalistes européens deviennent en quelque sorte des spécialistes de la crise grecque, on savait tout sur le cadastre grec, il y avait pas de cadastre avant, on savait tout des réformes grecques, de la réforme des retraites, et on reprend conscience cette fois-ci non plus sur un événement

politique mais sur un événement qui aurait pu faire tomber l'ensemble de la zone euro, (L'Europe c'est l'euro, dixit Juncker) a été notre ciment le plus solide, tout à coup on prend conscience l'Europe est à la croisée des chemins et qu'elle est sur une crise existentielle qui peut faire tomber l'euro. »

A5 Information européenne : des diversités et des évolutions

Malgré une présence importante de journalistes à Bruxelles (1200 personnes), la presse connaît des priorités inégales selon les pays. Le traitement de l'information européenne s'en trouve différencié, d'autant que les dirigeants essaient en parallèle de valoriser leurs priorités nationales. La difficulté d'identification aux enjeux européens n'en est que plus accentuée.

Pascal Verdeau : « France TV a commencé à bouger un petit peu notamment à travers France Info qui pour la première fois cette année a retransmis l'intégralité du discours de la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, qu'on appelle le discours sur l'état de l'Union qui est un discours à la fois bilan et un discours programme où elle lance des nouvelles politiques européennes, et notamment vis-à-vis des jeunes donc ça bouge de ce côté-là, cela dit sur le plan du bureau où je me trouvais nous étions deux correspondants à Bruxelles et avec mon départ il y a quelques jours mon poste est supprimé, on n'est pas tout à fait dans le sens de l'histoire ; Arte avait un correspondant, a désormais deux correspondants, le journal Le Monde avait deux correspondants permanents à Bruxelles passe à trois, donc là effectivement il y a une petite régression. Bruxelles c'est peut-être l'endroit où se trouve le corps journalistique le plus important au monde avec les Nations unies, on doit être entre 1100 et 1200 journalistes, techniciens, des radios des télévisions à demeure à Bruxelles. Le rôle de ces envoyés permanents c'est bien de couvrir l'actualité des trois institutions européennes, mais aussi l'actualité politique qui se passe dans l'ensemble des 27 capitales européennes, c'est à la fois une presse généraliste comme France Télévisions, Radio France etc. Le Figaro, les journaux allemands, italiens la Stampa et c'est aussi une presse très spécialisée sur les questions financières, les questions agricoles, les questions de droit de la concurrence, donc cette presse on parlait tout à l'heure de l'Eurobaromètre en disant que finalement la Commission européenne jargonne un peu c'est en tous cas la perception des citoyens européens on a l'impression que la Commission européenne s'adresse à ce que j'appelle les happy few, ceux qui savent déjà, c'est vrai en partie (...) mais elle a créé depuis le début du Marché commun, elle a inventé une recette un truc assez formidable qui est un point de presse pour les journalistes qui s'appelle briefing quotidien c'est un peu notre grand-messe à nous tous les jours à midi on vient interpellé écouter les porte-paroles de la Commission européenne, voire les Commissaires européens, qui lorsqu'ils descendent dans la salle de presse descendent un peu dans la fosse aux lions parce que sur certains sujets et je pense à mes confrères anglo-saxons qui sont souvent les plus mordants on ne les lâche pas. »

« Quand je suis arrivé à Bruxelles j'étais le seul correspondant d'une télévision française, je regardais nos amis allemands ARD ZDF Deutsch... ils étaient une vingtaine. L'immeuble de la télévision allemande c'est un immeuble entier, France Télévisions on est dans un immeuble qui regroupe 200 journalistes italiens, turcs, etc. et on a deux bureaux, deux correspondants, c'est comme au football autrefois on ne joue pas dans la même division. »

« Un sommet européen, un Conseil européen, ils arrivent à 17 h, et puis ça dure une partie de la nuit, j'ai jamais compris pourquoi pour trouver des solutions un peu lucides il fallait terminer à 4 h du matin... »

Véronique Auger : « ça épuise l'ennemi »

Pascal Verdeau : « et au bout d'une nuit, de deux nuits il y a des conférences de presse de 27 leaders nationaux qui vont faire tous leurs conférences de presse au même moment, donc vous avez beau avoir les écrans et le don d'ubiquité (...) j'aurai pas le temps d'écouter tous les autres, et cette idée est voulue de tenir des conférences de presse au même moment parce que ça permet aux Chefs d'État européens, qui parfois ont été mis en minorité sur tel ou tel sujet, de vendre à leur opinion nationale ce qu'ils ont réussi à gagner. »

« Chaque dirigeant européen essaie de vendre dans un espace européen public de citoyens, d'échanges de contacts, essaie de vendre de nouveau ses priorités nationales, et tant qu'on aura cette espèce de hiatus (l'Europe d'en bas et l'Europe d'en haut) ça ne marchera pas, on n'arrivera pas à s'identifier à ces enjeux européens. »

Confrontée aux réseaux sociaux, la presse doit également faire preuve de pédagogie au travers d'une information à la fois généraliste et spécialisée, alors qu'en amont les connaissances et les cultures n'ont bien souvent pas été ancrées (cf rôle de l'école). La complexité des questions induit un traitement de l'information fouillé. Ces compétences requièrent des formations, de l'expérience et du temps.

Véronique Auger : « Je constate en tant que journaliste que si l'école ne fait pas son travail avant dès qu'on parle d'Europe il y a des concepts qui, s'ils ne sont pas connus, on est obligé de les expliquer, et très souvent on n'a pas le temps (...) si personne ne leur explique en amont, c'est comme en sciences si on n'explique pas l'ADN nous à la télévision on a des difficultés pour en parler parce que les gens ne comprennent pas et réexpliquer systématiquement aux téléspectateurs qui changent systématiquement d'un soir à l'autre ce qu'est la Commission européenne, le trilogue, etc. c'est compliqué, alors on le fait une fois tous les 5 ans au moment des élections du Parlement européen mais si les enseignants ne font pas leur travail nous derrière on ne peut pas faire le nôtre. »

Christine Guignard : « Les jeunes prennent leurs informations sur les réseaux sociaux, c'est triste mais c'est comme ça. »

Mouvement chez les journalistes européens (1^{res} assises européennes du journalisme novembre 2022)

Véronique Auger : « L'AJE a fait avec le Mouvement européen une lettre ouverte disant qu'à quelques mois de la PFUE c'était inadmissible qu'on ne parle pas plus d'Europe dans les journaux, rencontre du patron du CSA, mais on ne fait pas boire un âne qui n'a pas soif. Malheureusement dans l'audiovisuel il y a beaucoup d'ânes en ce qui concerne l'Europe. On a créé une association "Trait d'Union" qui propose des master classes autour de l'Europe à toutes les écoles de journalisme françaises et suisses. Ça a marché, l'année de la PFUE on a eu toutes les écoles françaises et suisses, là c'est plus compliqué parce qu'il n'y a plus d'actualité, il faut revenir à la charge, il y a eu aussi les assises européennes du journalisme à Bruxelles pour la première fois, qui réunissaient des tables rondes avec des journalistes des 27 États membres, Cavada président d'honneur, il y a un mouvement chez les journalistes, français en tous cas, qui prend conscience qu'il faut impérativement parler d'Europe dans les journaux, sur les applis, (sites web, plateformes, podcasts que les jeunes regardent) il y a des avancées énormes en ce moment mais Rome ne s'est pas faite en un jour. »

On fait porter aux médias une forte responsabilité dont ils ne sont pas les seuls concernés.

Évolution des compétences des journalistes : généralistes + spécialistes en tout

Véronique Auger : « Ça nécessite beaucoup de compétences pour comprendre ce qui se passe à Bruxelles, on jongle d'un sujet à un autre, en plus l'Europe voit ses compétences élargies. »

« Qui avant le covid aurait imaginé que l'Europe s'occupe de santé ? Qu'il y ait des emprunts faits en commun ? Derrière, chez le journaliste il faut de la compétence pour analyser, pour absorber la matière et la recracher de façon suffisamment simple pour que les Européens de base la comprennent, sans être simpliste, c'est compliqué, ce n'est pas du tout facile de parler d'Europe (j'ai mis 15 ans avant de posséder mon sujet). Je suis obligée tous les jours, tous les jours, Pascal fait la même chose, d'absorber des tonnes d'informations sur des sujets aussi différents que la migration, la santé, le numérique, le cyberharcèlement, l'énergie, la défense, c'est hallucinant tout ce qu'il faut intégrer, c'est compliqué à faire passer dans la population, c'est une pieuvre cette matière. »

Évolution des modes de recherche de l'information par la population.

Frédéric Bourquin : « On prépare des communiqués de presse, mais la marchandise n'est pas relayée. C'est un fait. Les réseaux sociaux permettent de contourner la presse. Il faut être présent et alimenter le débat. »

En Allemagne, les parutions en presse locale sont variables (conséquence du fonctionnement fédéral ?).

Erwin Hund : « La presse donne de moins en moins d'informations pour la base, pour l'Europe d'en bas, ce que vous faites comme travail extraordinaire à Bruxelles ça n'arrive pas dans l'Europe d'en bas. Le jumelage au niveau local, communal, a besoin de la presse locale. Chez nous je ne suis pas content de la présence des journalistes au niveau local et la population qu'on doit informer et ils n'ont pas les informations, c'est pour ça on doit être pour l'Europe et travailler pour l'Europe et par les jumelages, le fonds citoyen propose des thèmes, il faut faire des rencontres de thèmes et comme ça la presse pourrait être plus intéressée, autrement on n'y arrive pas. Il faudrait que l'Europe d'en bas soit plus informée. »

Benjamin Kurc : « On a beaucoup plus de retours dans la presse locale en Allemagne que dans la presse française parce que c'est aussi lié au système politique, souvent lorsque quelque chose a lieu dans une localité en Allemagne, il y a un journal qui écrit une dépêche et c'est repris dans énormément de journaux locaux. L'information est beaucoup mieux diffusée sur les rencontres franco-allemandes en Allemagne qu'en France, le ratio entre le nombre d'articles qui sont écrits sur les rencontres organisées et soutenues par le fonds citoyen, on a beaucoup plus en Allemagne qu'en France de même qu'une information aux parlementaires allemands est bien mieux véhiculée est bien mieux diffusée par les parlementaires allemands dans leurs circonscriptions qu'en France. C'est assez curieux à voir. Il y a peut-être aussi une meilleure appétence pour les sujets européens, internationaux, franco-allemands ou parce qu'il y a plus de journaux locaux en Allemagne ? Je ne sais pas, ou alors aussi peut-être le fonctionnement fédéral se répercute aussi dans la façon dont la presse est organisée en Allemagne. »

Christine Guignard : « Les comités de jumelages ont énormément de mal à faire passer des informations dans la presse (France). Les correspondants locaux, même s'ils sont pleins de bonne volonté, on veut remercier le fonds citoyen, une fois sur 5 la phrase est tombée parce que ça n'intéresse pas le correspondant. »

Certains journaux de presse régionale (ex. Ouest-France) proposent une information européenne développée.

Véronique Auger : « Ouest-France est extrêmement impliqué sur l'Europe. »

A6 L'Europe souffre d'un déficit d'incarnation et de rites

La conscience européenne se construit aussi au travers de rites qui permettent de concrétiser la culture européenne ; or, il n'existe pas de grands rites - contrairement aux USA - ou alors ils ne sont pas mis en valeur. Derrière l'émotion, il y a un visage.

L'Europe a besoin de ce type de rites fondateurs pour faire face aux défis démocratiques.

Frédéric Bourquin : « Lorsqu'il y a un équipement financier qui est inauguré avec préfet, maire, président du Conseil départemental, chacun dit ce qu'il a apporté au projet, à quel point il s'est battu pour qu'il aboutisse, mais il n'y a personne pour dire l'Europe a apporté ça à ce projet, il n'y a pas un représentant de la Commission européenne, il n'y a pas un représentant du Parlement pour dire ce projet a eu un financement européen pour une bonne partie, et c'est dommage parce que c'est par des réalisations concrètes qu'on peut faire aimer l'Europe, c'est pas par des choses abstraites. Cette occasion est manquée et de ce fait la presse locale quand elle parle de l'événement elle parle du Conseil départemental, du maire, etc. et pas de l'Europe. »

Emmanuel Morucci : « Souvent on oublie l'Europe quand il y a de grands projets. Exemple concret frappant et désespérant, le téléphérique brestois a été financé pour un tiers par l'Union européenne et le jour de l'inauguration personne de l'Union européenne n'était invité. Il a fallu que la Cheffe de la Représentation de l'époque, à mon invitation, vienne quelques mois après pour utiliser le téléphérique et vérifier que le logo européen était bien sur la cabine. Si on avait dit tout de suite que le téléphérique était financé par l'Union européenne, cela avait du sens pour les gens de cette région. Il y a beaucoup de choses qui sont financées par l'Union européenne dans l'agglomération brestoïse, le port du château financé en grande partie par l'Union européenne. On n'est plus à l'époque où on voyait ces grands panneaux "Ici l'État investit pour votre avenir", il est important de dire "Ici l'État, la région, le département et l'Union européenne investissent pour votre avenir". Le sentiment d'appartenance à l'UE passe par là aussi. »

Pascal Verdeau : « L'enjeu essentiel, c'est l'enjeu démocratique en Europe. Le problème de notre démocratie européenne c'est qu'elle souffre cruellement d'un déficit d'incarnation. Il y a quelques années il y avait ce mot célèbre d'Henry Kissinger "L'Europe, combien de numéros de téléphone faut-il composer ?" et là on nous a survendu à travers le Traité de Lisbonne, on a créé un président permanent du Conseil européen, celui qui organise les travaux des chefs d'État en disant ça va mettre fin à ces présidences tournantes, il faut savoir que le président chinois ou Poutine quand il était encore fréquentable - Poutine sur 20 ans, la présidence tournante il en a vu tourner des Premiers ministres - de temps en temps c'était le Premier ministre slovène c'est pas faire injure à la Slovénie il ne pesait pas le même poids que dans la présidence tournante quand c'était le chancelier allemand ou du président français, donc il y a ce déficit extrêmement important d'incarnation, en plus à l'heure actuelle le président du Conseil européen ne s'entend absolument pas avec la présidente de la Commission européenne (voir l'épisode en Turquie où reçue par M. Erdogan, Mme Ursula von der Leyen n'a même pas un fauteuil pour s'asseoir et après on va nous expliquer que c'était pas à elle d'être là-bas). »

« Cette Europe qui ne sait pas se vendre n'a pas de grands rites. Je suis toujours frappé de voir quand un président américain arrive, prend le pouvoir, il prête serment sur la Bible et il convoque sur un pays qui est très jeune 200 ans d'histoire américaine (...) Nous aurions des rites aussi, mais ces rites-là ça aura été mon échec en télévision en 25 ans ; il y en a un auquel je pense, quand une Commission européenne est nommée tous les commissaires européens vont prêter serment sur le drapeau européen devant la Cour de justice à Luxembourg, et je peux vous dire que ce n'est pas une simple formalité, il y a une véritable émotion qui passe, et ça je n'ai jamais réussi à vendre ce sujet à ma rédaction à Paris et pourtant ça permettrait quelque part de voir derrière l'émotion de ces commissaires européens, de découvrir des visages, de découvrir leur engagement européen, leur implication européenne. Cette Europe elle a besoin de ce type de rites fondateurs. »

Emmanuel Morucci : « Besoin de rites, oui certainement nous en avons besoin pour concrétiser cette appartenance européenne. D'ailleurs quand on parle de culture, de culture commune, il faut décomposer d'un point de vue anthropologique ce qu'est une culture. Une culture est composée de plusieurs ingrédients, l'histoire, les artefacts, les valeurs, etc. les valeurs sont centrales. Et puis dans une culture il y a les fondateurs, des personnalités qui sont des modèles. Il y a aussi des mythes, tout le monde connaît le mythe de la princesse Europa enlevée par le dieu des dieux Zeus pour aller fonder quelque chose sur des terres inconnues des Grecs d'alors, sur des terres appelées Europa et c'est ainsi que le continent a trouvé son nom. Nous avons un mythe mais nous avons besoin de rites, c'est évident et il y en a un que l'on devrait avoir, en jour férié commun pour tous les citoyens de l'Union européenne, c'est le 9 mai, le jour anniversaire de la Déclaration de Robert Schuman. Je me bagarre depuis des années sur cette question, le Parlement européen a pris il y a deux ans une disposition allant dans ce sens mais qui, depuis, est restée lettre morte. Voilà pourtant un rite important qui est de nature à fédérer l'ensemble des citoyens de notre Union européenne. Cela aurait beaucoup de sens pour les citoyens. »

Christine Guignard : « L'Europe ne sait pas se vendre, ne dit pas ce qu'elle a fait, et nos politiques quand quelque chose est bien c'est grâce à eux et quand quelque chose ne va pas c'est de la faute de l'Europe. C'est comme ça que c'est présenté très régulièrement. Comment voulez-vous que les gens et les jeunes particulièrement aient une opinion favorable ? »

A7 Des enjeux démocratiques à la clé

Les implications dans les jumelages et échanges ont des effets attendus : dans le choix des langues apprises (valorisation espérée de l'allemand et du français) et dans la participation aux élections.

Erwin Hund : « c'est quand même une base importante, tous ces jeunes ils sont plus européens que s'ils n'avaient pas participé à des échanges, des contacts qui se créent après ça va dans les familles et il y a plus de chances que ces gens vont voter pour les élections européennes, qu'ils vont choisir peut-être la langue française ou allemand à l'école. »

Les projets soutenus par le Fonds citoyen franco-allemand (créé en avril 2020) activent la participation démocratique au travers de thèmes variés : jumelages et rencontres, écologie, culture, démocratie, citoyenneté. Ils visent la construction d'une société civile européenne, dans le prolongement des actions de l'OFAJ (Traité de l'Élysée 1963).

Erwin Hund : « Maintenant le traité d'Aix-la-Chapelle il y a trois ans, qui est arrivé beaucoup trop tard mais non pas trop tard mais tard, c'est jamais trop tard, le traité d'Aix-la-Chapelle on a décidé aussi une chose très importante donc à partir de 30 ans donc enfin les adultes, les jumelages vont enfin être subventionnés et je

vois encore beaucoup plus de relations franco-allemandes dans les jumelages que je contacte par ça aussi, et beaucoup n'utilisent pas encore ce moyen financier et je fais un appel à tout le monde qui travaille dans les jumelages d'utiliser ces moyens qui ont été décidés par nos deux gouvernements, il faut utiliser ce fonds pour que nos deux gouvernements augmentent le budget et il y aura des succès énormes dans l'avenir. »

Benjamin Kurc : « Avec le Fonds citoyen on quitte un peu le paradigme de la réconciliation franco-allemande pour arriver sur la construction d'une société civile européenne par le franco-allemand, je crois que c'est un peu ça l'ambition du fonds citoyen qui a été créé vraiment dans l'objectif de rapprocher les sociétés civiles et soutenir les jumelages (article 12 du traité d'Aix-la-Chapelle) comme son nom l'indique c'est un fonds, c'est-à-dire que essentiellement nous sommes là pour soutenir des projets financièrement, des projets de la société civile qui répondent à deux conditions, d'une part qu'ils soient franco-allemands, c'est le nom du fonds, et qu'ils soient aussi citoyens, c'est vraiment les deux conditions qui sont réunies pour qu'on puisse pouvoir soutenir un projet. »

« On a démarré le 16 avril 2020, au départ nous avons un budget total annuel de 2,4 millions d'euros, il y a 5 mois nous avons obtenu un doublement du budget, même plus d'un doublement puisque nous sommes passés de 2,4 millions à 5 millions d'euros, ce qui est assez énorme on va dire pour une part pour une institution d'autre part on va dire dans le contexte actuel qu'un dispositif soit pourvu d'un tel budget alors qu'on est quand même dans une situation politique économique qui n'est pas favorable. La raison pour laquelle on a eu ce doublement c'est assez simple, c'est parce que le fonds citoyen a connu un énorme succès depuis sa création, quand bien même c'était pendant la pandémie pour la première vague le 16 avril 2020 je le rappelle, les 9 premiers mois d'activité du 16 avril à fin décembre 2020 on a soutenu une centaine de projets, l'année suivante on a soutenu 300-350 projets et cette année malgré le doublement budgétaire très tardif parce qu'on a obtenu la confirmation fin juin début juillet, on a soutenu cette année 667 projets. Ça représente 4 millions d'euros de subventions qu'on a distribués cette année, et nous ce qu'on finance ce sont aussi des projets avec des petits projets (subventions de 100 € à plus de 50 000 €) mais 70 % des projets qu'on a soutenus cette année c'est des projets à moins de 5 000 €. »

« On a des projets qui émanent des jumelages, qui sont destinés à la rencontre des jumelages, on demande toujours que ces jumelages se réinventent ou proposent quelque chose qui va au-delà de la simple rencontre ou du simple échange, on veut vraiment aussi avoir une valeur ajoutée dans ces rencontres, il ne s'agit pas simplement d'un déplacement en bus et de participer à une fête annuelle, mais il faut qu'il y ait aussi un peu plus dedans, ça peut être des projets autour de l'écologie, de questions culturelles toujours en lien aussi avec cette dimension citoyenne, ça peut être des projets autour de la démocratie, autour de la citoyenneté, ce colloque aujourd'hui on le finance, donc c'est un exemple de projet, ça peut être des choses théoriques ou beaucoup plus pratiques, à la différence de l'OFAJ nous on donne une subvention globale, et ce ne sont pas des forfaits sur le nombre de personnes, le taux de voyages, le taux de nuitées, c'est vraiment un forfait qui permet d'avoir aussi une certaine créativité, une certaine flexibilité, et je pense que la grande innovation de notre dispositif c'est qu'on essaie d'être vraiment accessibles et flexibles à la demande de subvention, elle est très simple, elle se déroule sur internet, elle ne prend pas beaucoup de temps, il y a quand même des obligations administratives c'est normal c'est de l'argent public, mais les retours qu'on a on va dire 95 % des retours on souligne la facilité de la subvention c'est ce qui permet aussi de faciliter le travail des bénévoles et des personnes qui sont engagées parce que lorsque l'on fait un projet généralement on est étouffé d'une part par le manque de financement, mais parfois avec des financements structurels c'est tellement compliqué de les avoir il y a un tel risque, c'est pas évident et c'est là vraiment on intervient et on voit un réel engouement, le doublement du budget, on fait des appels à projets. L'an prochain en janvier on a un appel à projet autour de

la journée franco-allemande pendant une semaine on a reçu plus de 150 demandes juste pour ce laps de temps d'une semaine, c'est assez incroyable et c'est des choses très concrètes. Nous on voit par les projets déposés ce qui se passe au niveau local ou territorial, on ne soutient pas que des projets qui ont lieu dans des grandes villes, j'ai un exemple c'est que dans la région Auvergne-Rhône-Alpes qui est quand même une région rurale c'est des régions où on a soutenu le plus de projets. Ça peut être aussi des projets sur l'inclusion, sur des rencontres avec des structures entre des personnes handicapées, les personnes qui ont assisté nous ont donné des retours dithyrambiques. »

Aller à la découverte de la culture de l'autre assoit une base démocratique d'entente et de tolérance.

Benjamin Kurc : « C'est vraiment la dimension citoyenne comment on fait du franco-allemand autrement que seulement par l'apprentissage de la langue et quel est le futur politique de cette coopération dans la mesure où il faut emmener les citoyennes et les citoyens, il faut créer aussi un processus d'adhésion en apprenant à se connaître, en apprenant la culture de l'autre, en créant des liens. C'est vraiment l'objectif du fonds citoyen franco-allemand. »

Une responsabilité partagée

Benjamin Kurc : « Je veux réagir sur le fait que le problème est à l'école, alors oui on apprend moins l'allemand mais ça ne peut pas être une finalité, lorsqu'on voit aussi les évolutions en cours en Europe, et même en France, la montée de l'extrême-droite et du populisme, c'est des adultes qui votent, alors certes peut-être qu'il y a un travail qui n'a pas été fait en amont mais si on veut avoir un impact sur la politique et les thèmes de nos sociétés maintenant et dans les 15 années qui viennent il ne va pas falloir seulement parler de ce qu'il faut faire à l'école, mais il faut aussi s'adresser aux personnes comme vous et moi et même plutôt celles qui ne participent pas à ce genre de conférences, à ces électeurs, sur les thèmes de société comme l'écologie normalement les jeunes sont beaucoup plus sensibilisés à ces choses, peut-être même sur l'Europe actuellement, j'en suis pas sûr, mais on ne peut pas reporter le problème à la génération future même s'il y a des problèmes à l'école et s'il y a énormément de choses à faire. »

Pascal Verdeau : « L'enjeu essentiel, c'est l'enjeu démocratique en Europe. Le problème de notre démocratie européenne c'est qu'elle souffre cruellement d'un déficit d'incarnation. »

B - OBJECTIFS

B1 *Élargir les publics visés et en particulier toucher les jeunes
Mobiliser la jeunesse*

B2 *Renouveler les structures associatives, réinventer les modes de fonctionnement
Changer et adapter les formats aux réalités d'aujourd'hui.*

B3 *Construire une Europe concrète par et pour les citoyens
Faire évoluer l'implication des citoyens dans la construction de l'UE*

B4 *Développer la démocratie : participation des jeunes aux élections (européennes)*

Erwin Hund : « C'est quand même une base importante, tous ces jeunes ils sont plus européens que s'ils n'avaient pas participé à des échanges, des contacts qui se créent après ça va dans les familles et il y a plus de chances que ces gens vont voter pour les élections européennes. »

C - MOYENS

C1 *Jeunesse*

Inciter et développer les SVE.

Faire appel aux Jeunes Européens.

Solliciter les jeunes sur des thèmes concrets et mobilisateurs.

Frédéric Bourquin : « Les volontaires européens, on en reçoit et on en envoie. C'est une excellente occasion de faire des citoyens européens. Ces jeunes du corps européen de solidarité viennent pour 6 à 12 mois, sont entre 18 et 30 ans, et s'investissent dans une structure associative ou travaillent dans des lycées comme assistants de langue, on leur offre le gîte et le couvert sous financement de l'Europe, ça forme une génération extraordinaire car on les réunit entre eux, ça forme une communauté multilingue, là on construit une Europe concrète de futurs citoyens européens. »

C2 *Rites et cultures*

Proposer un nouveau récit européen qui intègre les nouvelles générations.

Pascal Verdeau : « Rôle des politiques : proposer aux jeunes un nouveau récit européen dans lequel ils puissent se reconnaître, et s'identifier. Moi celui que j'ai reçu de mes parents, je suis un enfant du franco-allemand, je suis né à Strasbourg, sur de Gaulle, Adenauer, l'Europe de papa, de grand-papa, la paix la prospérité, c'est un récit qui s'est épuisé au fil des ans, la prospérité elle n'est plus là et la paix comme le disait Emmanuel Macron c'est le retour des passions tristes et d'une Europe qui se déchire, donc il faut trouver un nouveau récit européen qui intègre ces générations, et malheureusement c'est pas uniquement les conventions citoyennes proposées au niveau européen qui ne sont pas suffisamment prises en compte par les dirigeants politiques, ces dirigeants politiques européens quand ils ont vu à l'horizon d'un mois ils ont vu le bout du monde, donc effectivement on a lancé une convention européenne mais dans les sommets européens

on parle d'autre chose, et dans les sommets européens, dans ces espaces publics européens dont je vous parlais on décloisonne les choses. »

Pascal Verdeau : « Un sommet européen, un conseil européen, ils arrivent à 17 h, et puis ça dure une partie de la nuit, j'ai jamais compris pourquoi pour trouver des solutions un peu lucides il fallait terminer à 4 h du matin »

Véronique Auger : « ça épuise l'ennemi... »

Pascal Verdeau : « et au bout d'une nuit, de deux nuits il y a des conférences de presse de 27 leaders nationaux qui vont faire tous leurs conférences de presse au même moment, donc vous avez beau avoir les écrans et le don d'ubiquité (...) j'aurai pas le temps d'écouter tous les autres, et cette idée est voulue de tenir des conférences de presse au même moment parce que ça permet aux Chefs d'État européens, qui parfois ont été mis en minorité sur tel ou tel sujet, de vendre à leur opinion nationale ce qu'ils ont réussi à gagner. »

Créer et faire vivre les rites ; rendre le 9 mai férié.

Emmanuel Morucci : « Le Parlement européen a pris il y a deux ans une disposition allant dans ce sens mais depuis c'est resté lettre morte, voilà un rite qui est important et qui est de nature à fédérer l'ensemble des citoyens de notre Union européenne. »

Développer les langues et la découverte des cultures.

Créer des lieux de pensée pour réfléchir et échanger.

C3 L'Europe du concret

Rendre l'Europe visible.

Montrer, donner à voir ce que fait l'Europe au quotidien

Frédéric Bourquin : « Lorsqu'il y a un équipement financier qui est inauguré avec préfet, maire, président du Conseil départemental, chacun dit ce qu'il a apporté au projet, à quel point il s'est battu pour qu'il aboutisse, mais il n'y a personne pour dire l'Europe a apporté ça à ce projet, il n'y a pas un représentant de la Commission européenne, il n'y a pas un représentant du Parlement pour dire ce projet a eu un financement européen pour une bonne partie, et c'est dommage parce que c'est par des réalisations concrètes qu'on peut faire aimer l'Europe, c'est pas par des choses abstraites. Cette occasion est manquée et de ce fait la presse locale quand elle parle de l'événement elle parle du Conseil départemental, du maire, etc. et pas de l'Europe. »

Table ronde n° 3

« Rôle des institutions, des collectivités locales, des centres d'information »

Animation

Véronique Auger

journaliste, Présidente de l'AJE et de Citoyennes pour l'Europe

Intervenants

Lisa Crinon

directrice du Centre d'Information Europe Direct de Hambourg

Jean-Charles Larsonneur

Député du Finistère

François-Xavier Roux-Demare

Vice-président chargé de l'Université européenne et de la vie étudiante (UBO)

Participants du public ayant souhaité prendre la parole

Graziella Melchior Députée du Finistère

Christine Margogne Présidente de la Maison de l'Europe de Brest et Bretagne Ouest

A - CONSTATS

A1 Manque de visibilité du rôle de l'Europe au quotidien

Affichage des réalisations européennes faible.

Jean-Charles Larsonneur : « Elle est partout mais ne s'affiche pas partout cela dit, j'ai été vérifier et en effet, il y a une obligation d'affichage des labels et du drapeau de l'Union européenne sur tout chantier d'envergure, on ne les voit plus beaucoup dans le paysage. »

Véronique Auger : « Même plus du tout... »

Jean-Charles Larsonneur : « Presque plus du tout vous avez raison, à moins que les élus des collectivités en question se sentent particulièrement europhiles, on ne les voit plus, et c'est pourtant tout aussi obligatoire qu'il y a 10 ou 20 ans, on les voyait beaucoup à l'époque. Un projet FEDER par exemple, il y a un cofinancement, il faut y avoir le panneau. Je n'hésite pas d'ailleurs à rappeler aux élus des collectivités du département que c'est important et certains jouent le jeu, il faut le dire aussi. »

Très peu de visibilité de l'Europe au quotidien.

Lisa Crinon : « Nous organisons des événements, nous allons dans les écoles, dans différentes institutions formatrices et éducatrices pour informer sur ce que fait l'Union européenne et l'Europe et surtout ce que c'est. Nous adaptons nos formats et nos méthodes à nos publics, mais pour répondre à votre question le sentiment d'appartenance et d'identité est bien sûr au cœur de nos préoccupations et notre travail quotidien est donc de répondre à cette question "Comment faire émerger et garder ce sentiment d'appartenance chez les Hambourgeois et Hambourgeoises". Pour ça nous avons plusieurs instruments, nous avons le Centre d'information dont vous voyez l'entrée sur cet écran où les Hambourgeois et les Hambourgeoises peuvent venir pour se renseigner avec toutes leurs questions au sujet de l'Europe et de l'Union européenne - Quels sont les commissaires européens en mandat aujourd'hui ? Est-ce que mon permis de conduire est valable également en Suède ? Je pars pour trois mois à Majorque qu'est-ce qu'il faut que je sache ? - un éventail assez large de thèmes et de questions. Nous avons aussi un rôle éducatif, nous allons dans les écoles et dans les centres de formation pour là aussi informer sur l'Europe et surtout faire naître un petit peu ce sentiment nous sommes tous européens, la vraie question je crois c'est "Qu'est-ce que fait l'Europe pour moi ?" ».

L'Europe est partout et nulle part.

Jean-Charles Larssonneur : « Peut-être pour rebondir sur ce qui a été dit jusqu'ici, on vit nous autres parlementaires dans une forme de paradoxe au fond, qui fait que l'Europe est à la fois partout et nulle part, je m'explique : partout parce qu'il n'y a pas un seul projet, un financement d'entreprise, un financement de collectivités, un sujet structurant sur les transports et la région, sur les universités, sur le portuaire, que sais-je, qui ne soit pas européen. L'Europe est partout et chaque semaine, il n'y a pas de semaine ni de jours sans que se fasse un sujet directement connecté à des enjeux bruxellois. Et d'un autre côté, sur le plan institutionnel, même si l'article 12 du Traité de Lisbonne consacre le rôle des Parlements nationaux dans la fabrique, l'élaboration des politiques européennes, finalement les choses se font un petit peu en silos, c'est-à-dire qu'il y a des sortes de forces un peu centripètes qui font que le Parlement français, ça peut être l'Assemblée nationale ou le Sénat, travaille un peu en vase clos, que il est assez compliqué d'obtenir des informations de la part de Bruxelles sur la préparation de directives, de règlements, et que finalement ça ne se fait pas naturellement, il faut vraiment aller chercher les choses. Si je reprends l'article 12 du traité de Lisbonne, il est bien écrit que les Parlements nationaux contribuent à l'élaboration des politiques publiques européennes, et que donc une information doit se faire de manière régulière de la part de la Commission et du Conseil vers les Parlements nationaux. En pratique ça ne se fait pas trop, il faut vraiment aller chercher l'information, je pense qu'il y a des voies d'amélioration à trouver, il y a aussi des vieilles institutions la COSAC, la réunion des Parlements nationaux tous les semestres, en l'occurrence à Paris pour l'Assemblée nationale c'est la commission des Affaires européennes qui sélectionne quelques députés qui vont ensuite participer à une sorte d'assemblée des Parlements nationaux de l'Union européenne, mais c'est pas extrêmement vivant. Ça se tient de facto, mais c'est pas vraiment là que ça se passe et par ailleurs de nombreux députés ne sont pas forcément associés à ces travaux. Il y a toujours un travail à faire pour que les députés nationaux ou les membres des Chambres de n'importe quel pays de l'Union européenne, s'approprient ces sujets européens, même si dans le concret de leur activité, notamment en circonscription pour les députés français, l'Europe est partout. »

Manque de reconnaissance de la place de l'Europe dans la vie quotidienne.

Lisa Crinon : « Nous sommes tous européens, la vraie question je crois c'est "Qu'est-ce que fait l'Europe pour moi ? »

Jean-Charles Larssonneur : « Sur les médias de grande écoute, la part de l'Europe est très faible et ça n'évolue guère, ça régresse. »

Transversalité de la présence et de l'action européenne non perçue.

Jean-Charles Larssonneur : « La Commission des affaires européennes est une commission un peu à part, pour des raisons d'organisation interne qui ont peu évolué, vous avez raison, c'est une question de moyens notamment, combien d'administrateurs de l'Assemblée on attribue, quel budget pour cette Commission et assez bizarrement cette commission n'est pas devenue une commission permanente. Alors il y a pas mal de raisons de fond derrière ça, j'ai parlé de moyens, évidemment chaque commission au fond, développement durable, la Commission des finances, Commission de la défense, la Commission des lois, a déjà son activité européenne et pas forcément envie de céder, c'est du petit jeu interinstitutionnel. »

Véronique Auger : « Elle est dans tout et nulle part. »

Jean-Charles Larssonneur : « Et comme l'Europe est très transversale, on la retrouve un peu dans tous les domaines nécessairement, et ces commissions qui font aussi de l'euro-péen, y compris à la défense on peut s'intéresser à des traités ou bilatéraux ou européens qui font évoluer les questions de défense ou UE pays tiers ça arrive aussi, et quand ça arrive chez nous on a un petit volet d'Europe et chaque commission a un petit volet d'Europe dont elle n'a pas envie de se dessaisir, c'est ça qui n'est pas vraiment dépassé. Est-ce que ça marcherait mieux avec une Commission de plein exercice ? Peut-être, c'est possible, néanmoins ça ne me paraît pas l'élément forcément très déterminant. »

Véronique Auger : « Ce serait symbolique. »

Ressentis : longueurs et langueurs.

Véronique Auger : « On a presque quand même l'impression que l'Assemblée nationale est justement presque en opposition avec ce qui se passe en Europe, comme si ce qui se passait en Europe leur volait l'activité. Je prends trois exemples : d'abord je ne comprends pas pourquoi la Commission des affaires européennes n'ait pas une Commission permanente, toujours pas, c'est quand même incroyable que sous un président qui se veut très européen ça n'est pas été modifié, les directives sont toujours adoptées au dernier moment voire avec beaucoup de retard, avec une surenchère dans la transposition comme si ce qui avait pris des années à faire à Bruxelles dès que ça vient dans le giron français on va tout recommencer je pense aux labels bio, la taille des cages à poules, de l'accession pour les handicapés, on recommence tout on perd un temps fou, comme si ce qui se faisait à Bruxelles c'était surtout pas ce qu'il fallait, franciser systématiquement le processus avec une perte de temps infinie, avec souvent des réactions qui je pense avec ce qu'est l'Assemblée aujourd'hui doivent être encore plus violentes qu'avant en raison des deux extrêmes. »

Jean-Charles Larssonneur : « Sur la transposition des directives, la façon dont les textes européens sont reçus à l'Assemblée, là ça dépend vraiment beaucoup en l'occurrence de l'urgence et du contexte, il y a des textes qui sont ratifiés extrêmement vite, des directives qui sont transposées extrêmement vite quand il y a urgence. D'autres qui intéressent moins la France, souvent pour des raisons très politiques, vous avez raison de le dire, traînent des années, des années, parfois n'ont toujours pas été transposées. »

Et inversement vous l'avez dit aussi, certaines sont, en tous cas c'est un jugement qu'on peut porter ou pas sur ces textes, sont d'une certaine manière surtransposées. C'est-à-dire que pour des raisons de préférence sociétales françaises, on va se dire que sur tel sujet agricole de transport on préfère avoir des normes sociales ou des normes sanitaires qui sont un petit peu au-dessus de l'équilibre trouvé au niveau européen. C'est très vrai dans les domaines de santé, assez vrai dans le domaine agricole, vous citez le label bio, pourquoi ? parce que le label bio en France il avait une histoire qui n'était pas l'histoire qu'il y avait au Royaume-Uni ou en Allemagne ou en Espagne ou en Italie, et notre label était plutôt plus exigeant, et le revoir à la baisse, parce que ça aurait été ça finalement, aurait supposé de légiférer pour le coup pour réduire notre label, l'amener à des standards plus bas. Souhaitable, pas souhaitable, chacun peut avoir son idée politique là-dessus. De toutes façons il n'y a pas forcément de chemin rapide direct, c'est pas parce qu'il y a une norme européenne qu'elle s'applique immédiatement dans chaque État membre. Il y a forcément un travail d'adaptation au contexte juridique, sociétal de chacun des États membres et donc forcément ça prend un petit peu de temps, il peut y avoir des arrières-pensées politiques, parfois pas, ça dépend mais c'est vrai qu'il y a des directives qu'on aimerait bien voir appliquées un peu plus vite. »

Non visibilité des actions européennes.

Lisa Crinon : « Ce qu'on utilise souvent c'est les subventions européennes, qu'apportent les subventions européennes à la ville et aux habitants de Hambourg très concrètement, c'est un travail de fournir de garder cette ferme européenne vivante, et surtout de laisser la porte ouverte aux critiques tout en y apportant des réponses concrètes et optimistes. »

Symboles européens peu connus.

Christine Margogne : « Le 9 mai qui est une date importante est très peu connue. Tous ces symboles européens on n'en parle pas suffisamment dans les médias. »

A2 Besoin des citoyens d'être écoutés et entendus

Au travers des informations à dispenser (que fait l'Europe pour moi, dans mon quotidien), besoin des citoyens d'être écoutés et entendus.

Lisa Crinon : « C'est très important de donner aux gens l'impression qu'ils sont écoutés mais aussi entendus, donc que ces résultats, ces vœux ces souhaits qui ont été exprimés pendant un an soient pris en compte, retravaillés, que nous soyons en mesure en fait de donner des réponses aux citoyens qui nous ont donné leurs questions et leurs vœux pendant si longtemps. »

Danger : perdre les gens.

Lisa Crinon : « Dans nos activités on le ressent parfois dans des questionnements, mais le plus important c'est de toujours rester en discussion, en contact, il y a un grand danger de perdre les gens, de perdre le contact aux gens, je décris souvent mon travail comme un pont entre Bruxelles et Hambourg, et de garder ce contact, et de continuer à transmettre l'information, ne serait-ce que le sentiment de la présence européenne à Hambourg. »

Lourdeur administrative : vision franco-française.

Jean-Charles Larssonneur : « Il peut y avoir des arrières-pensées, le degré d'appropriation des textes européens par les députés peut être assez faible en raison du peu d'intérêt politique de la part des concitoyens à vendre le sujet, et compte tenu des majorités on sait que ça passe. Le niveau de débat

parlementaire est relativement faible. Comme c'est souvent une ratification un petit peu administrative, en général c'est une ratification de forme. Le débat pourrait être un peu décevant pour quelqu'un qui se dirait c'est là que ça se passe. Les États membres en jouent, jusqu'à parfois se faire sanctionner pour jouer d'un avantage comparatif. »

Et inversement vous l'avez dit aussi, certaines sont, en tous cas c'est un jugement qu'on peut porter ou pas sur ces textes, sont d'une certaine manière surtransposées. C'est-à-dire que pour des raisons de préférence sociétales françaises, on va se dire que sur tel sujet agricole de transport on préfère avoir des normes sociales ou des normes sanitaires qui sont un petit peu au-dessus de l'équilibre trouvé au niveau européen. C'est très vrai dans les domaines de santé, assez vrai dans le domaine agricole, vous citez le label bio, pourquoi ? parce que le label bio en France il avait une histoire qui n'était pas l'histoire qu'il y avait au Royaume-Uni ou en Allemagne ou en Espagne ou en Italie, et notre label était plutôt plus exigeant, et le revoir à la baisse, parce que ça aurait été ça finalement, aurait supposé de légiférer pour le coup pour réduire notre label, l'amener à des standards plus bas. Souhaitable, pas souhaitable, chacun peut avoir son idée politique là-dessus. De toutes façons il n'y a pas forcément de chemin rapide direct, c'est pas parce qu'il y a une norme européenne qu'elle s'applique immédiatement dans chaque État membre. Il y a forcément un travail d'adaptation au contexte juridique, sociétal de chacun des États membres et donc forcément ça prend un petit peu de temps, il peut y avoir des arrières-pensées politiques, parfois pas, ça dépend mais c'est vrai qu'il y a des directives qu'on aimerait bien voir appliquées un peu plus vite. »

Impression des citoyens de ne pas avoir de place reconnue, ni d'impact sur la politique européenne ; sentiment d'éloignement.

Lisa Crinon : « Ce manque d'écoute, cette impression de ne pas avoir de place, d'impact directement sur les politiques, les politiques européennes, le fait que les thèmes européens soient transcendants à presque tous les thèmes politiques, c'est quelque chose qui n'est pas forcément vu par les populations locales. »

Rôle de la commission des affaires culturelles de l'Assemblée Nationale ? (article 16)

Véronique Auger : « Il y avait deux postes de correspondants de France Télévisions à Bruxelles et la présidence a décidé de supprimer le poste de Pascal Verdeau. Article 16 dans les articles de France Télévisions : on ne fait pas respecter la loi. »

A3 Nécessité d'adapter les nouveaux moyens de communication

Trouver et activer de nouveaux formats de communication (numérique) afin d'être en phase avec les citoyens, a fortiori les jeunes.

Lisa Crinon : « Notre challenge puisque en tant que centre d'information nous nous adressons à toutes les catégories de personnes vivant à Hambourg, c'est un challenge un défi particulièrement admirable je trouve, il nous faut donc adapter nos méthodes et nos formats en conséquence. À l'heure d'aujourd'hui et après la conférence sur le futur de l'Europe, on ne peut plus organiser seulement des discussions frontales, notamment avec les jeunes, pour leur inculquer ce qu'est l'Europe, nous avons remarqué depuis quelques années qu'il faut vraiment ouvrir nos formats et nos méthodes à l'interaction, mais aussi bien entendu aux méthodes digitales, travailler beaucoup avec des multiplicateurs, par exemple nous avons créé une série de petites vidéos qui expliquent comment fonctionnent les institutions européennes, avec des experts de Hambourg. Je voulais surtout mettre un point sur les nouvelles méthodes et formats, certaines qui nous ont été amenées par la Conférence sur le futur de l'Europe et de mettre la participation au cœur de notre travail. »

Difficultés à placer des contenus européens dans les médias locaux.

Lisa Crinon : « C'est difficile de placer des contenus européens dans les médias locaux, on essaie de construire des narratifs autour de ça, l'enveloppe est européenne, on essaie par nos propres biais (newsletter), les contenus européens intéressent les gens, les gens souhaitent plus d'Europe. »

A4 Décalage entre les perceptions et les réalisations

Capacité phénoménale de réaction et efficacité de l'UE dans les crises.

Jean-Charles Larssonneur : « Le degré de réactivité de l'Union européenne a été extrêmement impressionnant. L'Europe réagit plutôt vite et bien aux crises. Imaginez une crise de l'ampleur de 2008 sans l'euro, ça aurait été la catastrophe. Aujourd'hui quand ça turbule sur les marchés, ça tient quand même. À plusieurs on est plus forts. »

Réaffirmation des réussites de l'UE : paix et prospérité.

Jean-Charles Larssonneur : « Plus que jamais, l'Europe c'est la prospérité et la paix. Le degré de réactivité de l'Union européenne a été extrêmement impressionnant. L'Europe réagit plutôt vite et bien aux crises. »

A5 Rôle efficace de l'UE

Degré de réactivité impressionnant.

Jean-Charles Larssonneur : « La guerre en Ukraine a commencé en 2014. Depuis février 2022, des choses qu'on imaginait impossibles : état-major qui centralise des commandes en provenance de l'Ukraine, qui les redistribue en fonction des possibilités ou capacités des États membres à fournir des équipements à un pays tiers, des États membres qui sont d'accord pour mettre en place un fonds, une facilité de paix, ou de guerre, pour financer un pays tiers et lui apporter de l'armement, des équipements humanitaires, etc, c'est quand même extraordinaire. Avant un conflit de ce type, très peu de personnes auraient parié qu'on fasse un saut aussi qualitatif en matière d'Europe de la défense que ce qu'on a vu au cours des derniers mois. »

À plusieurs on est plus forts.

François-Xavier Roux-Demare : « Effectivement, le fait qu'on soit plus important en termes de rayonnement, on est plus concurrentiel, c'est une réalité déjà au niveau français, il y a déjà des regroupements en Bretagne ou ailleurs, et du coup avec un regroupement au niveau international, on peut décupler ses forces que ce soit en termes d'enseignement, d'innovation et de recherche. Pour SeaEu, l'UBO c'est 24 000 étudiants, à travers l'alliance SeaEU on est à 160 000 étudiants, avec derrière tout un personnel, un grand nombre de chercheurs, la possibilité de faire des recherches communes et donc d'être plus concurrentiels vis-à-vis des autres universités. »

Jean-Charles Larssonneur : « Plus que jamais, l'Europe c'est la prospérité et la paix. Le degré de réactivité de l'Union européenne a été extrêmement impressionnant. L'Europe réagit plutôt vite et bien aux crises.

Prospérité ; imaginez une crise de l'ampleur de 2008 sans l'euro, ça aurait été la catastrophe. Aujourd'hui quand ça turbule sur les marchés, ça tient quand même. À plusieurs on est plus forts. »

Capacité à dépasser les divergences

François-Xavier Roux-Demare : « Ce qui est intéressant c'est qu'il y a une balance qui évolue, nord-sud, pour avoir des pays d'Europe du nord, des pays d'Europe méditerranéenne, qu'on puisse avoir une représentation de l'ensemble des cultures, de l'ensemble des citoyens européens.

Notamment en termes de reconnaissance des diplômes, on n'a pas forcément les mêmes fonctionnements, on est censés être tous sur la LMD, Licence Master Doctorat, mais on n'a pas forcément les mêmes fonctionnements, les mêmes mécanismes de crédits et autres, il y a tout un enjeu, du coup ça doit faciliter ce travail-là, d'autant qu'il y a une confiance qui s'instaure, une volonté de travailler qui s'instaure, on doit être sur une plus grande efficacité. »

Jean-Charles Larssonneur : « Beaucoup de députés dans leurs domaines d'activité ou d'intérêt développent des relations avec des représentants des Chambres d'autres pays, c'est pas seulement d'ailleurs les grands, l'Allemagne, l'Italie ou l'Espagne, c'est aussi aller chercher parfois dans des représentants des Chambres en Estonie, dans les Balkans, dans des pays qui ne sont pas forcément évidents au premier abord mais qui permettent de manier et de créer une forme d'abord de citoyenneté vécue, en tous cas de communauté d'intérêts vécus au sein des représentants des Assemblées et ensuite de les retranscrire auprès de nos concitoyens. »

A6 Fragilités

Langues étrangères peu maîtrisées

Christine Margogne : « La compréhension passe souvent par la langue, (...) les pays nordiques ont une politique de faire la version originale sous-titrée mais très peu d'émissions doublées, or dans nos médias à nous il y a très peu de films, de séries qui passent en version originale, alors que ce serait un moyen de sensibiliser aux langues. »

Manque de confiance dans les institutions par méconnaissance.

Les CIED dispensent une information et se trouvent ainsi une courroie de transmission entre les instances et les citoyens.

Lisa Crinon : « Nous avons le Centre d'information dont vous voyez l'entrée sur cet écran où les Hambourgeois et les Hambourgeoises peuvent venir pour se renseigner avec toutes leurs questions au sujet de l'Europe et de l'Union européenne (Quels sont les commissaires européens en mandat aujourd'hui ? Est-ce que mon permis de conduire est valable également en Suède ? Je pars pour trois mois à Majorque qu'est-ce qu'il faut que je sache ?), un éventail assez large de thèmes et de questions. Nous avons aussi un rôle éducatif, nous allons dans les écoles et dans les centres de formation pour là aussi informer sur l'Europe et surtout faire naître un petit peu ce sentiment nous sommes tous européens, la vraie question je crois c'est "Qu'est-ce que fait l'Europe pour moi ?" »

B - OBJECTIFS

B1 Développer des partenariats stratégiques : "à plusieurs on est plus forts. "

François-Xavier Roux-Demare : « L'idée a fait son chemin et de façon assez efficace puisqu'on a une quarantaine d'universités européennes qui sont construites, l'idée c'est que les universités françaises, certaines universités françaises en tous cas, construisent des partenariats avec d'autres universités, ce qui va être le cas de Brest qui a construit un partenariat qui s'intitule SeaEu, qui s'est construit autour de la mer, on va y revenir, c'est l'axe d'approche compte tenu de notre situation géographique il y avait une certaine évidence, mais on va au-delà de cela, c'est pas uniquement travailler sur la mer, on va avoir bien sûr un travail sur la citoyenneté européenne, on va avoir également tout un travail sur le développement durable, donc l'entrée, le point d'entrée est la mer, mais au-delà de cela on va travailler bien sûr sur toutes les disciplines, toutes les formations seront concernées, tous les étudiants sont concernés. »

B2 Développer une stratégie commune de formation et de recherche au niveau universitaire.

François-Xavier Roux-Demare : « L'idée c'est ça, et d'avoir des formations qui sont communes à plusieurs, pour l'instant on est plutôt sur des formations bilatérales voire des diplômes délocalisés (...), là c'est vraiment un partenariat avec un diplôme qui soit commun avec des étudiants qui suivent la formation qui soient espagnols, français, allemands ou autres, recevront le même diplôme et donc c'est ça qui est en train de se construire et c'est pas si évident, si facile, notamment en termes de reconnaissance des diplômes, on n'a pas forcément les mêmes fonctionnements, on est censés être tous sur la LMD, Licence Master Doctorat, mais on n'a pas forcément les mêmes fonctionnements, les mêmes mécanismes de crédits et autres, il y a tout un enjeu, du coup ça doit faciliter ce travail-là, d'autant qu'il y a une confiance qui s'instaure, une volonté de travailler qui s'instaure, on doit être sur une plus grande efficacité. »

B3 Créer et développer un espace européen de la recherche.

François-Xavier Roux-Demare : « On voit à travers ces différentes formulations la volonté d'avoir une stratégie qui soit commune en termes de formation, en termes de recherche, la volonté de promouvoir la mobilité des étudiants, de cette idée de campus européen, ce qu'on pourrait appeler d'ailleurs un espace de formation, un espace de recherche au niveau européen, dans la même logique des autres espaces que l'on retrouve, économique, des espaces en matière de justice, etc., on retrouve finalement en matière de formation, et donc promouvoir finalement cette possibilité-là et l'ensemble du coup des conséquences que cela peut avoir notamment sur la thématique d'aujourd'hui la logique de citoyenneté européenne. »

B4 Réfléchir à l'évolution : grouper les forces, faire valoir le rayonnement à l'échelle européenne

Jean-Charles Larssonneur : « Beaucoup de députés dans leurs domaines d'activité ou d'intérêt développent des relations avec des représentants des Chambres d'autres pays, c'est pas seulement d'ailleurs les grands, l'Allemagne, l'Italie ou l'Espagne, c'est aussi aller chercher parfois dans des représentants des Chambres en Estonie, dans les Balkans, dans des pays qui ne sont pas forcément évidents au premier abord mais qui permettent de manier et de créer une forme d'abord de citoyenneté vécue, en tous cas de communauté d'intérêts vécus au sein des représentants des Assemblées et ensuite de les retranscrire auprès de nos concitoyens. »

François-Xavier Roux-Demare : « Étant juriste, plutôt pénaliste, pas spécialiste de la mer, effectivement on a des travaux qui sont effectués, on a plusieurs laboratoires qui interviennent sur la mer à travers différents axes (économie de la mer, problématique liée au droit de la mer, autres disciplines qui touchent des activités dont les sciences dures), avec cette collaboration on peut avoir des travaux de recherche qui vont être menés pour mieux comprendre, mieux travailler sur ces questions-là. Au delà de cela, il y a toujours cet aspect théorique, on voit l'université avec ce spectre de la théorie, parfois cette déconnexion qui nous est affichée et qui est peut-être à contester puisqu'on a tout un volet pratique, un travail sur la mise en œuvre de ces normes, un travail comprendre comment mettre en œuvre ces normes adoptées par les parlementaires, soit français, soit européens, à travers cette université européenne un travail avec les acteurs, et par exemple pour l'université européenne SeaEu, notre alliance, il y a tout un travail avec les collectivités d'une part mais aussi avec les acteurs portuaires. Dans la mise en œuvre de ces directives ou plus largement de la législation européenne, on a aussi un travail qui s'effectue et une application, auprès des différents acteurs, pour essayer de réfléchir plus efficacement à toute cette législation, cette évolution. »

B5 Développer la mobilité

François-Xavier Roux-Demare : « Effectivement je trouve intéressant d'évoquer l'Université européenne puisqu'on est sur une construction plus que récente, idée évoquée en 2017 par le président de la République Emmanuel Macron qui a souhaité que les étudiants puissent faire des mobilités, aller à l'étranger. »

B6 Faire voir et montrer la présence et l'influence de l'Europe dans le quotidien.

Lisa Crinon : « Nous en tant que Centre d'information, notre façon de travailler au sentiment d'appartenance, c'est l'information et la participation. C'est dire aux gens ce que l'Union européenne fait pour eux et c'est leur demander ce que eux souhaitent de l'Europe, leur demander quelle est leur vision de l'Europe pour demain. »

B7 Concilier les différentes approches

François-Xavier Roux-Demare : « Je ne peux pas donner de réponse à ce niveau-là, pour l'instant on est plutôt sur des champs disciplinaires, avec une collaboration entre les différents laboratoires, ou les différents chercheurs, car il faut bien avoir cette compréhension qu'il faut arriver à concilier les différentes approches, on fonctionne par exemple en France avec des laboratoires de recherche, qui n'existent pas forcément dans les autres universités partenaires. On n'a pas forcément cette même fonction et ce même fonctionnement et du coup, c'est plus sur une logique d'émerger sur des questions communes, des problématiques qui sont communes, qui interrogent différents chercheurs des différentes universités, même si effectivement sur certaines thématiques encore une fois, on voit la mer ou les migrations, on a des champs avec un travail plus spécifique qui est plus développé. »

B8 Favoriser le travail de terrain

François-Xavier Roux-Demare : « Il a évoqué ça lors du discours de la Sorbonne en 2017, et ça a été assez rapidement repris par le Conseil européen qui a demandé aux États membres, je vous ai repris la formulation, "Le Conseil européen a demandé aux États membres", je cite, "de renforcer dans l'ensemble de l'Union européenne les partenariats stratégiques entre les établissements d'enseignement supérieur et d'encourager l'émergence d'ici 2024 d'une vingtaine d'universités européennes, à savoir des réseaux d'universités au niveau de l'Union européenne, reposant sur une approche par le bas, qui permettront aux étudiants d'obtenir

un diplôme en combinant des études dans plusieurs pays de l'Union européenne, et qui contribueront à la compétitivité internationale des universités européennes". »

B9 Concilier les échanges et déplacements tout en respectant la prise en compte des enjeux climatiques

François-Xavier Roux-Demare : « À travers SeaEu, il y a tout un travail sur le développement durable et cette volonté d'avoir des initiatives sur l'amélioration (énergie, déplacements, etc.). Continuer à favoriser la mobilité (étudiants mais aussi enseignants), améliorer les modes de transports pour ces mobilités-là et privilégier des modes plus respectueux de l'environnement. »

Jean-Charles Larssonneur : « Sur les questions de réchauffement climatique, il y aurait beaucoup de champs ; est-ce qu'on oriente assez bien l'aide au développement ? Est-ce que l'Union européenne en tant qu'institution pèse assez de manière coordonnée dans les négociations sur le climat ? Est-ce que l'Union européenne oriente assez ses positions agricoles vers des politiques vertes ? Le sujet est pleinement pris en compte, le niveau de réponse d'ambition dans chaque État membre n'est pas forcément le même, sa réalité économique, sociale ou sociétale non plus, et donc on trouve des compromis à 27-28. Est-ce que tous les pays européens sont alignés sur la question ? La réponse est non. Il y a des pays qui sont contre cette approche comme la Hongrie et qui le disent, comme la Hongrie, il y a des pays qui dans l'approche philosophique et politique sont plutôt pour comme la France mais qui voient aussi l'enjeu budgétaire, il faut d'abord trouver un compromis européen et le défendre avec conviction au plan international. Je constate qu'à l'ONU, dans la cadre des accords de Paris le GIEC, dans la cadre militaire et même OTAN, l'Union européenne pèse et plutôt dans un très bon sens dans les deux questions que vous avez posées, en particulier sur les questions climatiques, et si l'Union européenne n'était pas là certaines convergences avec d'autres grands blocs États-Unis, Chine et même d'effets d'entraînement vers des pays qui historiquement n'ont pas été des grands pollueurs mais qui aujourd'hui voient leur population augmenter et leur mode de vie évoluer, et une quantité de carbone émise qui augmente, un effet d'entraînement qui est significatif. Est-ce qu'il faut en faire plus ? Oui toujours, après c'est toujours une affaire de conviction, d'énergie, et de présidences de l'Union qui se succèdent et qui mettent plus ou moins l'accent sur ces questions, je pense que la France n'a pas à rougir et on aimerait que tous les pays européens mettent au même niveau la question climatique. »

B10 Volonté de développer les formations en langue étrangère

François-Xavier Roux-Demare : « Effectivement je trouve intéressant d'évoquer l'Université européenne puisqu'on est sur une construction plus que récente, idée évoquée en 2017 par le président de la République Emmanuel Macron qui a souhaité que les étudiants puissent faire des mobilités, aller à l'étranger, ou alors pouvoir recevoir un enseignement en langue étrangère, pour au moins parler deux langues. »

François-Xavier Roux-Demare : « On est plutôt sur l'anglais pour tout ce qui est réunions, maintenant si la question est "est-ce que le français garde une certaine autonomie ?", on va dire que dans les échanges le français peut être utilisé, beaucoup de nos partenaires, je pense aux collègues espagnols, aux collègues allemands, beaucoup de partenaires parlent aussi français, on a aussi cette chance. »

Lisa Crinon : « Les langues, nous nous devons de faire des formats en allemand, l'anglais n'est pas une option. La plateforme digitale pour la Conférence sur le futur de l'Europe était disponible dans 27 langues, c'est une première qui vaut à être saluée. »

C - MOYENS

C1 Cadre universitaire

Partenariats entre universités, à l'image de SeaEu.

François-Xavier Roux-Demare : « L'idée a fait son chemin et de façon assez efficace puisqu'on a une quarantaine d'universités européennes qui sont construites, l'idée c'est que les universités françaises, certaines universités françaises en tous cas, construisent des partenariats avec d'autres universités, ce qui va être le cas de Brest qui a construit un partenariat qui s'intitule SeaEu, qui s'est construit autour de la mer, on va y revenir, c'est l'axe d'approche compte tenu de notre situation géographique il y avait une certaine évidence, mais on va au-delà de cela, c'est pas uniquement travailler sur la mer, on va avoir bien sûr un travail sur la citoyenneté européenne, on va avoir également tout un travail sur le développement durable, donc l'entrée, le point d'entrée est la mer, mais au-delà de cela on va travailler bien sûr sur toutes les disciplines, toutes les formations seront concernées, tous les étudiants sont concernés, et donc, On a eu des partenariats avec 5 autres membres, c'est une alliance à 6, et on a développé la nouvelle phase SeaEu qui débute dans quelques semaines, eh bien on sera à 9 partenaires européens : les Allemands avec l'université de Kiel, pour les partenaires initiaux la Croatie avec Split, Malte avec l'université de Malte, Gdansk avec la Pologne, Cadix pour l'Espagne qui est l'université pilote, notre université pilote sur ce lancement, et donc viennent d'être intégrées la Norw university pour la Norvège, Bodo, le Portugal, et Naples en Italie.

Ce qui est intéressant c'est qu'il y a une balance qui évolue, nord-sud, pour avoir des pays d'Europe du nord, des pays d'Europe méditerranéenne, qu'on puisse avoir une représentation de l'ensemble des cultures, de l'ensemble des citoyens européens. »

Élaboration de cursus en vue de diplômes communs, au-delà d'équivalences, entre universités.

François-Xavier Roux-Demare : « On est sur un partenariat plus actif sur des thématiques beaucoup plus précises et également à travers cela la volonté de construire des projets plus facilités, notamment en termes de formation, l'objectif est de développer des formations communes, c'est-à-dire des diplômes communs. »

Projets universitaires dans le cadre d'une subsidiarité

François-Xavier Roux-Demare : « Il y a toujours cet aspect théorique, on voit l'université avec ce spectre de la théorie, parfois cette déconnexion qui nous est affichée et qui est peut-être à contester puisqu'on a tout un volet pratique, un travail sur la mise en œuvre de ces normes, un travail comprendre comment mettre en œuvre ces normes adoptées par les parlementaires, soit français, soit européens, à travers cette université européenne un travail avec les acteurs, et par exemple pour l'université européenne SeaEu, notre alliance, il y a tout un travail avec les collectivités d'une part mais aussi avec les acteurs portuaires. Dans la mise en œuvre de ces directive ou plus largement de la législation européenne, on a aussi un travail qui s'effectue et une application, auprès des différents acteurs, pour essayer de réfléchir plus efficacement à toute cette législation, cette évolution. »

Évolution des modèles de mobilités : étudiants et/ou enseignants

François-Xavier Roux-Demare : « On est sur un partenariat plus actif sur des thématiques beaucoup plus précises et également à travers cela la volonté de construire des projets plus facilités, notamment en termes

de formation, l'objectif est de développer des formations communes, c'est-à-dire des diplômes communs et de promouvoir plus facilement à travers nos formations, par exemple des interventions d'enseignants étrangers à Brest avec le développement de la mobilité des enseignants et ce qu'on va développer d'autant plus, la mobilité virtuelle. »

Obtention d'un master si maîtrise d'une langue étrangère

François-Xavier Roux-Demare : « Par rapport à l'anglais, pour obtenir un diplôme de master, les étudiants ont des cours généralement c'est en anglais et c'est une obligation d'avoir validé la langue étrangère, ce qui n'était pas le cas il y a dix ans. Il y a eu une bascule : aujourd'hui pour valider un diplôme de master il faut valider la langue étrangère. »

C2 Renforcer la subsidiarité

Liberté éditoriale

Véronique Auger : « c'est la liberté éditoriale, Vous pouvez sanctionner, l'article 16 existe dans les statuts, dans le contrat d'objectifs et de moyens vous pouvez imposer l'existence sans avoir un quota, s'il n'y a pas d'existence constater. Le Mouvement européen a fait une très bonne étude sur ça. »

Liens très forts entre régions et Europe

Véronique Auger : « Ça régresse France 3 quand il y avait un journal national avait interdiction de parler de l'Europe, car l'Europe c'est de l'international et France 3 c'est les régions, ce qui montre une ignorance crasse de la part de l'élite qui est censée faire fonctionner France télévision de ne pas savoir que l'Europe et les régions sont intimement liées. »

C3 Légiférer

Médias : imposer un temps minimal ?

Christine Margogne : « Il y a assez peu de connaissance sur l'Union européenne, et ça dépend essentiellement des enseignants. il y a très peu d'information dans les médias, dans l'audiovisuel en particulier, à part la chaîne Arte qui en parle un petit peu. La compréhension passe souvent par la langue, (...) les pays nordiques ont une politique de faire la version originale sous-titrée mais très peu d'émissions doublées, or dans nos médias à nous il y a très peu de films, de séries qui passent en version originale, alors que ce serait un moyen de sensibiliser aux langues. »

Véronique Auger : « En admettant qu'il y ait une appétence du public et que le sujet ne soit pas là, ça supposerait donc que les directions des programmes choisissent ou fassent une orientation assez peu européenne. On peut imposer des minutes, des temps de diffusion sur les sujets (cf chanson française). »

Faire respecter l'article 16 (Commission des affaires culturelles AN)

Véronique Auger : « C'est la liberté éditoriale, Vous pouvez sanctionner, l'article 16 existe dans les statuts,, dans le contrat d'objectifs et de moyens vous pouvez imposer l'existence sans avoir un quota, s'il n'y a pas d'existence constater. Le Mouvement européen a fait une très bonne étude sur ça. »

Jean-Charles Laronneur : « Ce que pourrait faire le Parlement à cet égard, commission des affaires européennes ou commission des affaires culturelles, c'est une mission d'information pour souligner à quel point le sujet n'est pas traité dans tel ou tel média, c'est des résolutions, ça concerne tout le parlement pour

dire aux chaînes et au gouvernement on n'en fait pas assez, le parlement n'est pas en mesure de sanctionner lui-même mais peut appeler le gouvernement à la faire. C'est sans doute un sujet sur lequel l'Assemblée Nationale et le Sénat pourraient être plus actifs. Je constate que pas grand monde me dit, il y a un glissement qui passe inaperçu. »

Jean-Charles Larssonneur : « Doublages ou sous-titrages ? Ça vient toujours percuter l'idée de la francophonie, c'est un constat, ça prend rarement. Aujourd'hui l'essentiel des contenus c'est plutôt les contenus internet, et vous pouvez tout choisir. C'est pas imposé, c'est pas réglementaire c'est un choix, ça met l'individu devant sa responsabilité. »

Graziella Melchior : « Je suis à la commission culturelle, je ne demande qu'à vous rencontrer. On pourrait très bien imaginer que je sois un porte-parole parce que je ne suis pas sûre que le prisme soit porté, et j'ai bien noté l'article 16. »

C4 Innover

Adaptation dans la forme (nouveaux formats numériques, langues) et réseaux sociaux

Lisa Crinon : « Nous avons remarqué depuis quelques années qu'il faut vraiment ouvrir nos formats et nos méthodes à l'interaction, mais aussi bien entendu aux méthodes digitales, travailler beaucoup avec des multiplicateurs, par exemple nous avons créé une série de petites vidéos qui expliquent comment fonctionnent les institutions européennes, avec des experts de Hambourg. Je voulais surtout mettre un point sur les nouvelles méthodes et formats, certaines qui nous ont été amenées par la Conférence sur le futur de l'Europe et de mettre la participation au cœur de notre travail. »

François-Xavier Roux-Demare : « Aujourd'hui c'est les médias et les réseaux sociaux, les jeunes accèdent à une masse d'informations importante, on peut aussi leur faire confiance de chercher la bonne information. On a tout un accès, on a tout un travail à faire avec les réseaux sociaux. »

Véronique Auger : « Aujourd'hui, tout est sur internet, tout est abordable. »

Jean-Charles Larssonneur : « Doublages ou sous-titrages ? Ça vient toujours percuter l'idée de la francophonie, c'est un constat, ça prend rarement. Aujourd'hui l'essentiel des contenus c'est plutôt les contenus internet, et vous pouvez tout choisir. C'est pas imposé, c'est pas réglementaire c'est un choix, ça met l'individu devant sa responsabilité.. »

Lisa Crinon : « Les langues, nous nous devons de faire des formats en allemand, l'anglais n'est pas une option. La plateforme digitale pour la Conférence sur le futur de l'Europe était disponible dans 27 langues, c'est une première qui vaut à être saluée. »

Importance du moteur franco-allemand

Jean-Charles Larssonneur : « Dans le concret, c'est tout le temps. Dans le fonctionnement institutionnel c'est encore assez faible et je ne remarque pas de tendance à l'ouverture, si sous un angle : comme les canaux institutionnels prévus sont finalement assez faibles, on recrée des mécanismes qui marchent plus ou moins en fonction des périodes aussi, j'en donne quelques-uns qui marchent plutôt bien : l'Assemblée parlementaire franco-allemande qui s'est créée il y a quelques années qui est plutôt vivace, je trouve que les parlementaires s'en saisissent assez largement, ça marche bien côté Bundestag aussi, on y traite de certains sujets pas de tout, ça marche super bien sur les sujets transfrontaliers un peu moins sur la défense qui a été largement

retirée de ces questions, je dis ça parce que je siége à la Commission de la défense et des forces armées à l'Assemblée. »

Jean-Charles Laronneur : « On a quelques divergences entre la France et l'Allemagne, deux pays importants, on a eu des politiques énergétiques un peu différentes, cela dit personne n'est exempt de reproches et on a souvent des préjugés les uns sur les autres, souvent on entend les parlementaires français dire "oh ces Allemands, qu'est-ce qu'ils nous enquiquinent, sur la défense ils traînent des pieds ils ne pensent pas comme nous, sur l'énergie c'est de leur faute si le prix de l'énergie est cher, etc, mais le travail qui a été fait par la classe politique et l'opinion allemande pendant des mois c'est quand même de se tourner vers un modèle principalement fondé sur le gaz russe vers un modèle différent encore à définir (...), d'un modèle principalement tourné vers l'exportation vers la Chine vers potentiellement autre chose, et un État à qui on avait demandé depuis 50-60 ans de pas trop en faire sur la défense (...), il y a quand même un moment où les Allemands vont mettre un fond de défense de 100 milliards ce qui est quand même une forme de révolution copernicienne dans l'esprit allemand, il faut voir aussi comment tout ça évolue très très vite. »

Lisa Crinon : « Le moteur franco-allemand est extrêmement important, en particulier en période de crise, de travailler ensemble, c'est pour ça qu'on a cette magnifique Union européenne. »

Importance d'aller vers l'autre pour accéder à la compréhension

Lisa Crinon : « Un mot clé important c'est la compréhension, et pour cela des colloques comme celui d'aujourd'hui sont très importants, c'est un pas de plus pour aller vers l'autre, on a tous des réalités géographiques et politiques différentes et les comprendre aide beaucoup à créer ensemble. »

Clôture du colloque

Par Emmanuel MORUCCI, président du CECI

Nous arrivons à la fin de ce colloque. Bien évident des remerciements, mais je ne vais pas ré-énumérer tous ceux que j'ai cités ce matin. Merci à tous nos intervenants, merci au Fonds Citoyen Franco-Allemand qui démontre être une organisation bilatérale. Il s'associe à des initiatives franco-allemandes. Au travers de notre initiative il y avait aussi tout ce volet de développement de la citoyenneté européenne, du sentiment d'appartenance à l'UE et en ce moment, en ce contexte particulièrement difficile, un sentiment de confiance qui est nécessaire chez nos concitoyens vis-à-vis de la dimension européenne. Je crois que c'est Jean Charles Larsonneur qui disait : « *On ne peut pas être seul* » et « *l'on avance plus facilement si l'on est nombreux* ». Oui, c'est une réalité, c'est une prise de conscience.

En tout cas, nous avons couvert depuis ce matin un champs assez large. Nous avons commencé par l'école, nous nous sommes posé les questions de l'éducation, de l'enseignement voire même de l'instruction de la chose européenne. Je cite encore un intervenant : « *Il nous faut préparer de futurs citoyens européens capables ou susceptibles d'apporter de la compétitivité et de la complémentarité à nos pays de l'Union européenne dans un contexte international assez turbulent* ».

Nous avons glissé cet après midi vers l'université et l'enseignement supérieur. C'est, là encore, une façon de préparer des citoyens actifs, compétents, formés.

Je dois dire, cher professeur Roux-Demare, puisque c'est votre domaine de compétence, nous avons tendance à relier les choses à la question du droit et du juridique dans les questions européennes, n'oublions pas qu'il y a aussi et surtout une dimension sociologique, anthropologique que nous souhaitons au CECI souligner et développer. C'est d'ailleurs le cœur de notre action.

Nous avons parlé médias, nous avons également parlé associations à vocation européenne avec les interventions très remarquées de Pascal Verdeau et les interrogations sans complaisance de Véronique Auger, c'est ce que nous souhaitons. Nous sommes ici pour parler, échanger, partager en toute transparence. Je crois d'ailleurs que la diversité des intervenants a pu le prouver.

Nous avons échangé autour des jumelages comme étant, si nous devons retenir quelque chose, le lieu de la transmission ou plus précisément un des lieux de la transmission de ce sentiment d'appartenance, de cette citoyenneté européenne, de ce qui compose cette citoyenneté européenne.

Nous avons eu la chance d'entendre le président de la FFME et nous avons compris, les uns et les autres, qu'il fallait parfois dépoussiérer certaines de nos associations.

Cet après-midi nous avons, et je vous en remercie cher Député, cher Jean-Charles, d'avoir accepté de venir parler, chose incontournable, des institutions. Merci aussi Madame la Députée, chère Graziella, d'avoir pu nous rejoindre. Ensemble, nous allons pouvoir continuer à échanger dans les temps qui viennent. Nous avons besoin de cette proximité, sur ces sujets, avec nos représentants.

Bientôt seront disponibles les actes du colloque que nous avons vécu ce jour et notamment les retranscriptions et analyses des tables rondes.

Voilà Mesdames et Messieurs, je ne vais pas être plus long. Je crois que nous avons eu une bonne journée, riche. Je crois que, les uns et les autres ici, nous pouvons prévoir du contact.

Je voudrais terminer en m'adressant à nos parlementaires pour leur dire que nos associations ne bénéficient pas de subventions ni de l'État, ni des institutions européennes, ni des collectivités territoriales. C'est un appel qui est lancé.

Vous trouverez Mesdames et Messieurs dans vos pochettes un bulletin de soutien ou d'adhésion, et si vous avez quelques piécettes il y a une petite urne ici à la sortie qui vous permettra de vous délester.

Merci Véronique pour ce travail de longue haleine, car cela fait un moment que nous travaillons sur ce colloque. Aujourd'hui cela a été dynamique et particulièrement bien mené.

Annexes

Articles de presse

À Guipavas, un colloque pour réfléchir à la cohérence citoyenne de l'Europe **T**

Publié le 21 novembre 2022 à 18h11



Emmanuel Morucci, président du CECI, est à l'origine de ce colloque qui a reçu le soutien du ministère des Affaires étrangères et du Fonds citoyen franco-allemand. (Photo Le Télégramme/Valérie Gozdik)

Malmenée par la guerre qui fait rage à ses frontières, l'Union européenne doit développer l'unité citoyenne qui lui fait défaut. Un colloque est organisé pour le 3 décembre à Guipavas pour réfléchir à cette problématique.

1 Qu'est-ce que le CECI ?

Le Cercle Europe Citoyennetés et identités (CECI) est un observatoire et un laboratoire d'idées qui étudie la mise en œuvre de la citoyenneté européenne et les stratégies d'européanisation des territoires. Cette association installée à Guipavas est présidée par Emmanuel Morucci, docteur en sociologie et conférencier pour la Commission européenne. Le président a aussi été, pendant vingt-sept ans, président de la Maison de l'Europe, à Brest. Autant dire que l'Europe a toujours été au cœur de son travail.

2 Pourquoi ce colloque ?

« Il nous faudra encore 70 ans pour parachever la construction européenne et je crois que rien ne se fera sans les citoyens », prévient Emmanuel Morucci, le président du CECI qui organise le colloque du samedi 3 décembre 2022 à Guipavas. Pour cet éminent spécialiste du sujet, toutes les institutions doivent participer à l'éducation des citoyens européens, **notamment l'école**, dès la maternelle. Or, aujourd'hui, l'école se contente d'enseigner les institutions européennes et les dates clés de l'Europe. « La guerre en Ukraine marque un tournant pour l'Europe », poursuit le spécialiste. « Plus que jamais, il est nécessaire de développer un sentiment d'appartenance des citoyens à l'Europe ».

3 Quel est le programme ?

Des enseignants, dès la maternelle, des professeurs de collège, de lycée, d'université sont attendus à ce colloque, comme le grand public. Trois tables rondes seront au programme et poseront chacune une question. L'école et la formation participent-elles à la construction de la citoyenneté et du sentiment d'appartenance ? Les médias, maison de l'Europe, jumelages et associations contribuent-ils à la socialisation de l'Europe ? Quels sont les rôles et les responsabilités des institutions, des collectivités locales, territoriales et des centres d'information dans cette construction ? Une quinzaine d'intervenants, journalistes, enseignants et fonctionnaires européens animeront les discussions qui feront ensuite l'objet d'une publication.

Pratique

Colloque sur la cohérence citoyenne, le samedi 3 décembre 2022, de 9 h 15 à 16 h (accueil à 9 h), à l'auditorium de l'Awena, 51, avenue Georges-Pompidou, à Guipavas. Entrée libre et gratuite. Programme complet sur le site internet <https://cercle-ceci.eu/>. Inscriptions recommandées par courriel, contact@cercle-ceci.eu

L'initiative

Le sentiment d'appartenance à l'Europe en colloque

Le Cercle Europe citoyennetés et identités (CECI) organise un colloque sur « la cohérence citoyenne », ou l'importance de développer un sentiment d'appartenance des citoyens à l'Europe, samedi 3 décembre, de 9 h à 16 h, à l'auditorium de l'Awena, à Guipavas. Animées par des journalistes, enseignants et fonctionnaires européens, trois tables rondes auront lieu. Gratuit. Programme sur www.cercle-ceci.eu.



| PHOTO : AFP

PODIUMSDISKUSSION

COLLOQUE IN BREST

BILDUNG, AUSBILDUNG UND SOZIALISIERUNG
IN EUROPA FÜR EUROPÄER

3. Dezember 2022

Colloque
Quelles éducation, formation et socialisation
à l'Europe pour les citoyens européens ?
Une approche franco-allemande et intergénérationnelle

organisé par le CECI sous le patronage du Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères
en partenariat avec le Centre d'Information Europe Direct d'Hambourg
et l'IGP Edingen-Neckarhausen-Plougneaux e.V.
avec le soutien du Fonds citoyen franco-allemand

Samedi 3 décembre 2022
de 9 h à 16 h / accueil à 9 h
Auditorium de l'Awena

ZEIT: 09:15
ORT: AUDITORIUM DE L'AWENA
SPRACHE: FRANZÖSISCH

Un colloque éducation et Europe à l'Awena, samedi

Guipavas — Le Cercle Europe citoyennetés et identités (CECI) s'apprête à accueillir de nombreux intervenants, samedi. Les travaux de cette journée feront l'objet d'une publication.

Trois questions à...

Emmanuel Morucci, président du CECI et **Marie-Laure Croguennec**, administratrice.

Pouvez-vous rappeler ce qu'est le Cercle Europe citoyennetés et identités ?

Marie-Laure Croguennec-Alix : C'est un observatoire et laboratoire d'idées qui s'intéresse à la mise en œuvre de la citoyenneté européenne, aux stratégies d'europanisation sur les territoires et au sentiment d'appartenance à l'Union Européenne. En d'autres termes, il s'agit d'une association européenne reconnue dont le siège se trouve à Guipavas.

Pourquoi ce colloque ? Que va-t-il apporter ?

Emmanuel Morucci : C'est un événement européen important qui se passe sur le territoire de Brest métropole, à Guipavas, et qui prend tout son sens dans un contexte international bouleversé. Nous avons reçu, pour organiser cet événement, de nombreux soutiens institutionnels comme celui du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. Trois questions

centrales seront traitées : l'école et la formation initiale participent-elles à la construction de la citoyenneté ? Les médias, Maisons de l'Europe, jumelages et associations contribuent-ils à la socialisation à l'Europe ? Quels rôles et responsabilités pour les institutions, les collectivités locales et territoriales, les Centres d'information européenne et du sentiment d'appartenance ?

À qui s'adresse ce colloque et quels seront les intervenants ?

Emmanuel Morucci : Tout d'abord, je voudrais souligner que les travaux de cette journée feront l'objet d'une publication. Elle s'adresse à toutes les personnes intéressées, les membres de comités de jumelages, médias, enseignants, élus locaux, associations... Les débats seront animés par le journaliste de télévision Véronique Auger. Une quinzaine d'intervenants viendront d'Allemagne et de France.

Le 3 décembre, de 9 h à 16 h, à l'auditorium de l'Awena. Inscriptions conseillées à l'adresse : contact@cercle-ceci.eu. Programme détaillé sur le site : www.cercle-ceci.eu



Marie-Laure Croguennec-Alix et Emmanuel Morucci s'apprêtent à recevoir une quinzaine d'intervenants lors du colloque.

| PHOTO : QUEST-FRANCE

L'auditorium de l'Awena a accueilli un colloque sur l'éducation en Europe organisé par le Ceci de Guipavas.



GUIPAVAS

Un colloque de haut vol sur l'éducation en Europe

Un rassemblement sur le thème de l'éducation et la formation des citoyens européens s'est tenu samedi à Guipavas. L'occasion de remettre au goût du jour des réflexions passionnantes.

● Samedi, le Cercle européen citoyennetés et identités (Ceci) de

Guipavas organisait un colloque ayant pour thème « Quelle éducation, formation et socialisation à l'Europe pour les citoyens européens ? Une approche franco-allemande et intergénérationnelle ».

Trois tables rondes se sont déroulées tout au long de la journée : « Éducation et socialisation : l'école et la formation initiale participent-elles de la construction de la citoyenneté européenne et du sentiment d'appartenance ? », « Formation complémentaire : ses apports au travers des médias, Maisons de l'Europe, jumelages et associations contribuent-ils à la socialisation à l'Europe ? », « Rôles

des Institutions, des collectivités locales, des Centres d'information ».

Des personnalités de niveau européen

Ce colloque regroupait des personnalités en lien avec des hauts responsables de l'éducation en Europe : certains avaient pu faire le déplacement, d'autres non, mais des connexions en visio ont pu être mises en place. Les débats auront été animés par Véronique Auger, journaliste, présidente de l'AJE (Association des Journalistes Européens) et de Citoyennes pour l'Europe.

Questionnaire proposé par le CECl, via son site internet

Quelles éducation, formation et socialisation à l'Europe ?

<https://docs.google.com/forms/d/1vYGEyQbFwI84fzoWLez-d93HY...>

Quelles éducation, formation et socialisation à l'Europe ?

Le Cercle Europe Citoyennetés et identités - CECl - observatoire et laboratoire d'idées sur la citoyenneté européenne, cherche à savoir s'il existe et comment se forme un sentiment d'appartenance à l'Union européenne. L'objectif est de préparer un colloque qui aura lieu en octobre et aura pour thème :

« Quelles éducation, formation et socialisation à l'Europe ? »



Le CECl vous remercie de bien vouloir prendre un peu de temps pour répondre aux questions suivantes.

22 questions réparties dans "Sentiments d'appartenance", "Citoyenneté européenne", "Conscience européenne".

8 renseignements dans la "présentation sociologique"

Passer à la question 1

SENTIMENT D'APPARTENANCE

1. Vous sentez-vous citoyen de l'Union européenne ?

Plusieurs réponses possibles.

Oui

Non

2. À quel territoire vous sentez-vous appartenir ?

Une seule réponse possible par ligne.

	Choix 1	Choix 2	Choix 3	Choix 4
Commune	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Région	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Nation	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Union	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

3. Comment qualifiez-vous l'Union européenne ?

Une seule réponse possible.

- Un État
- Une fédération
- Une construction d'ensemble
- Un agrégat d'États-nations
- Un club économique d'États
- Une puissance mondiale

4. Selon vous, quel type de gouvernance est souhaitable ?

Plusieurs réponses possibles.

- Intergouvernementale
- Europe des nations
- Europe fédérale

CITOYENNETÉ EUROPÉENNE

5. La notion de citoyenneté européenne est-elle explicite pour vous ?

Plusieurs réponses possibles.

- Oui
- Non

6. Connaissez-vous vos droits en tant que citoyen européen ?

Plusieurs réponses possibles.

- Oui
- Non

7. Selon vous, depuis quand la citoyenneté européenne existe-t-elle ?

Plusieurs réponses possibles.

- 1958
- 1986
- 1992
- 1993
- 2002
- 2016

8. Selon vous, parle-t-on assez de l'Europe à l'école ?

Plusieurs réponses possibles.

- Oui
- Non

9. Durant vos études, avez-vous étudié l'histoire de l'Europe ?

Plusieurs réponses possibles.

- Oui
- Non

10. Selon vous, faut-il éduquer et former à l'Europe ?

Une seule réponse possible.

- Oui *Passer à la question 11*
 Non *Passer à la question 15*

Si vous avez répondu oui à la question précédente, vous avez le droit à 4 questions complémentaires

11. Selon vous, à partir de quel âge faut-il éduquer à l'Europe ?

Plusieurs réponses possibles.

- 3 ans
 6 ans
 11 ans
 15 ans
 18 ans

12. Selon vous, à qui revient en priorité cette éducation ?

Une seule réponse possible par ligne.

	choix 1	choix 2	choix 3	choix 4
famille	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
école	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
médias	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
collectivités et associations	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

13. Selon vous, quels contenus peut-on enseigner ?

Une seule réponse possible par ligne.

	choix1	choix 2	choix 3	choix 4	choix 5
institutions européennes	<input type="radio"/>				
histoire de l'Europe	<input type="radio"/>				
culture et civilisations	<input type="radio"/>				
langues	<input type="radio"/>				
actualités des pays voisins	<input type="radio"/>				

14. Pensez-vous nécessaire une formation spécifique pour les enseignants ?

Plusieurs réponses possibles.

- Oui
 Non

CONSCIENCE EUROPÉENNE

15. Selon vous, qu'est-ce qui définit prioritairement la culture européenne ?

Une seule réponse possible par ligne.

	choix 1	choix 2	choix 3
Arts et lettres	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Symboles	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Histoire	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Personnages historiques	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Rites et traditions	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Mythes et légendes	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Institutions	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Valeurs et préceptes fondamentaux	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Sports	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Autres	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

16. Diriez-vous que la politique européenne est aussi importante que la politique nationale ?

Plusieurs réponses possibles.

- Oui
 Non

17. Pensez-vous être suffisamment informé sur les événements, actualités et sujets européens ?

Plusieurs réponses possibles.

- Oui
- Non

18. Selon vous, à qui incombe cette responsabilité d'information ?

Une seule réponse possible par ligne.

	choix 1	choix 2	choix 3
État	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Collectivités	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Institutions européennes	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Médias	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Associations	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Autres	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

19. Selon vous, sur quels thèmes l'Europe doit-elle agir prioritairement ?

Une seule réponse possible par ligne.

	choix 1	choix 2	choix 3
agriculture	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
environnement et climat	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
migrations	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
défense et armée	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
droits de l'Homme	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
santé	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
économie	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
éducation	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
droits sociaux	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
diplomatie et relations internationales	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
culture	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
normes	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
énergie	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
justice	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
recherche et défis scientifiques	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
espace (ISS)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

20. Selon vous, quels sont les thèmes dont l'Europe ne doit pas s'occuper ?

Une seule réponse possible par ligne.

	choix 1	choix 2	choix 3
agriculture	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
environnement et climat	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
migrations	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
défense et armée	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
droits de l'Homme	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
santé	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
économie	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
éducation	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
droits sociaux	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
diplomatie et relations internationales	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
culture	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
normes	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
énergie	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
justice	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
recherche et défis scientifiques	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
espace (ISS)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

21. Considérez-vous le vocabulaire des institutions européennes comme

Plusieurs réponses possibles.

- accessible
- simple
- compliqué

22. Si vous aviez une proposition pour améliorer l'Europe, quelle serait-elle ?

Présentation sociologique

23. Vous êtes

Plusieurs réponses possibles.

- Un homme
- Une femme

24. Votre catégorie d'âge

Plusieurs réponses possibles.

- 15 - 18 ans
- 18 - 25 ans
- 26 - 30 ans
- 31 - 40 ans
- 41 - 50 ans
- 51 - 60 ans
- 60 ans et plus

25. Avez-vous des enfants ?

Plusieurs réponses possibles.

- Oui
- Non

26. Votre pays d'habitation

Plusieurs réponses possibles.

- France
- Autre pays de l'UE
- Autre

27. Votre lieu d'habitation

Plusieurs réponses possibles.

- urbain
- rurbain
- rural

28. Nom de votre commune

29. Votre niveau d'études

Plusieurs réponses possibles.

- CAP
- Brevet
- BAC
- BTS
- Licence
- Master
- Bac + 5 et plus

30. Catégorie socioprofessionnelle

Plusieurs réponses possibles.

- Agriculteur
- Artisan, commerçant, chef d'entreprise
- Cadre ou profession intellectuelle supérieure
- Profession intermédiaire
- Employé
- Ouvrier

Ce contenu n'est ni rédigé, ni cautionné par Google.

Google Forms

Photos









